

COMPTES CONSOLIDÉS  
SEMESTRIELS CONDENSES  
30 juin 2017

**Faits caractéristiques du 1<sup>er</sup> semestre 2017**

## **1. Contexte économique 1<sup>er</sup> semestre 2017**

En **France** au 1er trimestre, le PIB en volume a progressé de 1% l'an par rapport au trimestre précédent, après 1,8% en 2016. Ce freinage résulte d'un tassement des dépenses de consommation des ménages et d'une contribution très négative du commerce extérieur. La reprise de l'investissement semble en revanche se confirmer. L'orientation favorable du climat des affaires devrait être davantage visible dans la croissance du second trimestre et la conjoncture dans laquelle s'ouvre le nouveau quinquennat. Les enquêtes d'opinion se sont nettement améliorées depuis fin 2015. Les indicateurs d'activité commencent à porter la trace de ce redressement.

Pour 2017, tout comme l'Insee, la Banque de France a relevé sa prévision de croissance en France à 1,6% contre 1,4% ; cette hausse est due à une amélioration de l'environnement européen. La France connaît un moment favorable grâce à une clarification politique et une embellie économique. Cette reprise reste toutefois modérée, la France est en-dessous des 2% de croissance de la zone euro.

**En zone euro**, avec une croissance économique solide et soutenue par la politique monétaire de la BCE, destinée à encourager le crédit pour soutenir l'activité et l'inflation, la progression du PIB a été de 1,7% sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2017. La croissance économique devrait rester vigoureuse en 2017 et 2018 malgré une incertitude élevée, liée à la politique économique américaine et au Brexit. Selon les prévisions de croissance 2018 de l'OCDE, parmi les cinq leaders européens, l'Espagne est en tête avec une prévision de croissance de 2,4%, l'Allemagne (2%), la France (1,5%), le Royaume-Uni (1%) et l'Italie (0,8%). A noter, que sur une année glissante, les 4 premiers pays mentionnés ci-dessus ont conservé leur note S&P stable, tandis que l'Italie a subi une dégradation d'un cran par Fitch (de BBB+ à BBB).

L'inflation a eu un rapide sursaut sur ce premier semestre 2017. Elle s'explique principalement par un retour à la hausse des prix du pétrole sur la fin d'année 2016. Mais cette tendance semble s'essouffler ce qui va amener une modération de la hausse des prix. Dans le détail, l'inflation a ralenti à partir de fin du 1<sup>er</sup> trimestre passant de 2% en février pour légèrement baisser par la suite à 1,3% en Juin. Ces prix faibles contribuent à améliorer les marges des entreprises consommatrices de pétrole avec des conséquences positives en termes de risques de contrepartie des tiers concernés.

Ces mouvements peuvent avoir un impact direct sur la politique de taux de la BCE, la compétitivité et les marges des entreprises à plus ou moins grande échelle, et sur le rythme de croissance de la zone euro.

Compte tenu du redressement économique, la BCE a entamé une normalisation de sa politique en annonçant une stabilisation de ses taux directeurs à long terme alors que l'inflation sous-jacente reste modérée. Quant au programme de rachats d'actifs, il est pour l'instant censé expirer en décembre 2017.

Sur les **marchés financiers**, à fin juin les taux d'intérêt à long terme ont été orientés à la hausse, notamment après un discours relativement optimiste sur les perspectives d'inflation de la part du président de la BCE Mario Draghi. Cela ouvre la voie à une diminution prochaine des mesures d'accommodation monétaire. Durant le mois, la Fed a relevé ses taux directeurs à 1% - 1,25%, pour la deuxième fois de l'année et pour la quatrième fois lors de ce cycle. Le taux 10 ans français passe pour sa part d'environ 0,70% à 0,80%. La bourse de Wall-Street poursuit sa course aux records malgré des prises de bénéfices, les places européennes montrent des signes de nervosité, rattrapées par les incertitudes politiques américaines et les tensions persistantes au Moyen-Orient qui pèsent sur le secteur énergétique. Quant au CAC 40, il se stabilise après une phase de baisse en juin.

Depuis le début de l'année 2017, **l'assurance-vie** n'a attiré qu'une maigre collecte à l'échelle du gigantesque marché de l'épargne. La collecte brute, en baisse de 20% sur les fonds euros mais en hausse de 25% sur les supports en unités de compte (UC), marque une année de rupture. La conjugaison de plusieurs motifs explique la relative désaffection du public pour cette pierre angulaire de l'épargne ; en premier lieu, les Français s'adaptent à l'environnement de taux faibles : le rendement des fonds en euros garantis diminue chaque année, les contrats passant même en moyenne sous la barre des 2% (avant prélèvements sociaux). En comparaison, le livret A offre une rémunération de 0,75% (net d'impôts et de prélèvements sociaux) pour une épargne elle aussi très sûre mais disponible à tout moment. En outre, la faiblesse des taux a déclenché d'autres comportements qu'il s'agisse de pur immobilisme - de nombreux ménages laissant dormir leurs liquidités sur un simple compte bancaire - ou de profiter des taux faibles pour emprunter - l'épargne disponible constituant un apport personnel. Par ailleurs, l'assurance-vie souffre toujours d'incertitudes pesant sur son cadre réglementaire que ce soit la loi Sapin II ... ou plus récemment, les projets d'Emmanuel Macron (imposition à 30%) qui suscitent de l'attente.

## 1.1. Banque

### 1.1.1. Réseau France

En 2017, l'économie dans les territoires du CMNE commence à renouer avec la croissance, les entreprises avec la confiance, mais les investissements restent faibles, tout comme les perspectives pour l'emploi, la problématique emploi restant prégnante dans la région.

A fin juin, dans un contexte de niveaux de taux toujours très bas, même si en début de second semestre des tendances à la hausse sont constatées, la collecte cumulée en **épargne bancaire** s'élève à 192 M€ en progression de 53,9% sur un an glissant. Elle est portée par le retour en positif de la collecte cumulée sur les livrets défiscalisés (25 M€ à fin juin 2017 sur Livret Bleu et LDD vs -56 M€ à fin juin 2016). En revanche, la collecte nette cumulée en **épargne financière** recule de 20,4% sur 12 mois glissants pour atteindre 29 M€. Depuis le début de l'année, 27,3 M€ ont été collectés en SCPI correspondant à 93% de l'objectif et 32,4 M€ de parts C ont été souscrites. La collecte nette cumulée en **épargne assurance** est pour sa part, positive de 8 M€ et l'encours, en hausse de 2,4% par rapport à juin 2016, s'élève à 7 132 M€.

En matière de crédits, l'activité est supérieure à celle de l'an dernier (+2,44%), portée notamment par les actions fil rouge en **crédits consommation** dont la production cumulée s'élève à 404 M€ à fin juin, évoluant de 17,7% par rapport à fin juin 2016. La production cumulée en crédits pro/agri progresse également de 14,1% pour atteindre 205 M€.

**En crédit habitat**, sur un marché de taux toujours très bas, le CMNE maintient une politique prudente en termes de maîtrise des marges et des risques ; ainsi la production cumulée a atteint 561,2 M€ en recul de 9,3% par rapport à l'an dernier, tout en représentant 48% de la production globale consolidée (conso, pro/agri et immo).

Parallèlement, le CMNE poursuit avec succès la commercialisation de l'immobilier direct. Depuis le début de l'année, 515 réservations AFEDIM ont été validées et 258 mandats ZenInvest ont été souscrits.

Ces résultats placent le CMNE en tête de l'ensemble des fédérations de Crédit Mutuel. De même, la télésurveillance reste un service à valeur ajoutée qui se développe avec 5 885 ouvertures de contrats depuis le début de l'année, soit une progression de 15,3% sur un an.

Concernant la production cumulée **d'assurances de biens et de personnes** sur les 6 premiers mois, 91 478 contrats ont été souscrits sur le périmètre CMNE, soit une progression de 3,8% par rapport à la même période en 2016.

### 1.1.2. Réseau Belgique

Beobank est la banque du Groupe CMNE présente en Belgique, son second marché domestique. L'ambition de Beobank est de devenir la première banque « challenger » vis-à-vis des quatre grands acteurs du marché belge. Pour atteindre cet objectif Beobank se concentre sur le développement de ses activités par le biais de nouveaux produits et services afin de mieux répondre à la demande de ses clients tant pour les particuliers que pour les indépendants et entreprises.

Plus globalement, Beobank veut être la banque principale de ses clients et les accompagner dans toutes les étapes de leur vie, en leur proposant à la fois des produits et services bancaires et non-bancaires, mais aussi des assurances. A titre d'exemple, citons la consolidation des bases du business PRO avec la poursuite du déploiement des PRO Centers et l'organisation et la formation des équipes PRO ainsi que la préparation du lancement IARD prévu en octobre.

Parallèlement Beobank prépare la migration de son système d'information sur la plateforme d'Euro-Information. Ce projet baptisé « Eole » représente une étape cruciale du projet de développement en Belgique du Groupe CMNE. L'objectif de ce projet vise à répondre aux ambitions de développement de Beobank, qui nécessitera des outils et une infrastructure informatique appropriés, tout en maîtrisant les coûts du système d'information. Ce dernier point résultera du principe de communautarisation des outils informatiques d'Euro-Information qui gère le système d'information de 15 des 18 fédérations de Crédit Mutuel

En termes d'**épargne bancaire**, Beobank a constaté une décroissance de l'encours au premier semestre 2017 (-0,7% à 5,2 Mds€), liée à la baisse de certains portefeuilles non prioritaires. Les ouvertures de comptes courants ont augmenté de 19% par rapport à l'activité constatée au premier semestre 2016, s'inscrivant dans la stratégie de Banque retail de Beobank.

En ce qui concerne l'**épargne financière**, les efforts du réseau commercial conjugués à la bonne tenue des marchés financiers ont contribué à une production exceptionnelle au cours du premier semestre 2017. La collecte cumulée sur les six premiers mois de l'année s'élève à 70 M€ (+137% par rapport au premier semestre 2016). En termes d'encours, l'**épargne financière** s'établit à 1,6 Md€ et est en hausse de 4,7% par rapport à la fin 2016.

La collecte en **épargne assurance**, est négative au cours du premier semestre 2017 compte tenu notamment du contexte de taux bas et de l'arrivée à maturité fiscale d'une partie du portefeuille. L'encours s'élève à 1,77 Mds€ (-3,5% par rapport à décembre 2016).

En termes d'activité de crédits, l'activité production de **crédits immobiliers** s'élève à 220 M€, en hausse de 20% par rapport à la même période en 2016. Le **crédit consommation** a connu une bonne performance avec une hausse de la production de 5% en comparaison avec le premier semestre 2016. Le segment pro/agri, en cours de réorganisation et de redéploiement, présente une activité en retrait (-10,5%).

Au total, l'encours de crédits de Beobank s'élève à 4 064 M€, en croissance de 3,5% par rapport à décembre 2016.

### 1.1.3. Réseau Entreprises

Le Réseau Entreprises a engagé depuis le début de l'année 2017 une stratégie de diversification de son offre de services. La BCMNE propose désormais à ses clients les solutions de télésurveillance d'EPS et a élargi son offre d'assurance à travers la gamme automobile. Dans le même temps, le développement des outils digitaux a permis de renforcer le lien entre la BCMNE, ses entreprises clientes et ses dirigeants.

Bail Actea a atteint ses objectifs commerciaux sur le 1er semestre soit près de 200 M€, dans un contexte de concurrence exacerbée par des taux très bas. Les travaux informatiques pour la migration vers le système communautaire à partir du 1er janvier 2018 se poursuivent et respectent le calendrier.

L'activité de NEL est quant à elle très ralentie sur l'année 2017, les réalisations du premier semestre sont de 9 M€ sur un marché peu porteur.

## 1.2. Assurances

En **assurance vie**, le marché connaît une baisse de la production de 5% sur les cinq premiers mois de l'année 2017 avec un total de 56,4 Md€. Les assurances des biens sont en revanche en hausse de 2,5% (53,2 Md€). Dans ce contexte la production de NEA s'inscrit en légère hausse au premier semestre 2017 à 549 M€ (+2%) dont 388 M€ pour ACMN VIE, 49 M€ pour NELL, 80 M€ pour ACMN IARD et 28 M€ pour NELB. Conformément aux orientations décidées dans le cadre du PMT 2020, pour NEA, les versements sur les supports en Unités de Compte sont en forte hausse et représentent sur le premier semestre de l'année 49,4% de la production en épargne contre 30% à fin juin 2016 et 26,9% à fin juin 2015. Pour ACMN Vie, le taux d'UC dans la collecte épargne s'élève à 46,1% sur le premier semestre 2017 contre 28,2% en 2016.

L'encours épargne du Pôle Assurances s'établit à 11,3 Mds€ à fin juin stable par rapport à fin décembre 2016. Avec 2,3 Mds€, la part des supports en UC dans l'ensemble des provisions mathématiques ressort à 20% contre 17,8% à fin décembre.

Les primes en provenance du Réseau France représentent 63,9% de l'encaissement total du Pôle Assurances. Le Réseau Belgique et Cholet Dupont Partenaires contribuent respectivement pour 11,5% et 6,9%, le solde étant assuré par des partenaires externes.

## 1.3. Asset Management

Le premier semestre a été marqué par un environnement de taux bas et une volatilité extrêmement faible malgré un contexte géopolitique de plus en plus instable. L'issue de l'élection présidentielle française a écarté par ailleurs le risque France qui était très prégnant pendant toute la campagne électorale. La croissance économique mondiale et celle de la zone euro sont sur une trajectoire positive. La Française qui s'appuie sur un business model autour de quatre métiers a su tirer parti favorablement de ce contexte pendant les 6 premiers mois de l'année.

En termes de développement, différents points sont à souligner comme l'acquisition de 100% de La Française Forum Securities, société de gestion spécialisée dans les stratégies de titres fonciers cotés et de La Française Real Estate Partners International. Le développement à l'international s'est poursuivi avec la signature d'un partenariat de distribution au Canada (Investeam Canada). On notera également l'engouement toujours marqué pour la pierre papier, la collecte reste très importante sur les SCPI depuis janvier et dépasse l'objectif de l'année. En ce qui concerne la clientèle institutionnelle, les mandats de recherche d'investissements sont supérieurs aux budgets.

De même, le pilier valeurs mobilières confirme la pertinence de son expertise obligataire au travers de la collecte sur les flagships. Parallèlement, l'expertise zero carbon accélère son déploiement.

Le pilier Solutions d'Investissement poursuit son développement au travers des fonds de « solutions » et de la stratégie Premia adaptés aux problématiques des investisseurs qu'ils soient institutionnels ou retail en France et à l'international.

Dans le pilier Financement Direct, on relèvera le « closing » du fonds de FinTech de NewAlpha suite à l'investissement de BPI France et lancement du 3<sup>ème</sup> fonds Emergence dédié aux actions européennes.

Acofi continue à attirer les investisseurs sur les stratégies de dettes immobilières et d'infrastructures.

La plateforme digitale Moniwan, depuis son lancement en octobre 2016, s'installe sur le marché et séduit les investisseurs adeptes du « Do it Yourself » : elle collecte plus de 8 M€.

Concernant les principaux éléments d'activité, depuis le début de l'année, la collecte nette est en forte hausse et s'élève à plus de 4 Mds€ portant l'encours total sous gestion à 65 Mds€ contre 56,1 Mds€ à la fin juin 2016.

Dans le classement IPE de juin 2017, La Française se positionne toujours 11<sup>ème</sup> en France et gagne 3 rangs au niveau européen (68<sup>ème</sup> Asset-Manager).

## 2. Les Risques

### 2.1. Expositions au risque de dette souveraine

Les encours sur les titres souverains « sensibles » sont exclusivement portés par les compagnies d'assurances, en l'occurrence ACMN Vie et NELL. Les encours de ces pays sont résumés dans le tableau suivant et représentent 316 M€ au 30/06/2017.

Pays	ACMN	CF et pôle belge	S&P	Moody's	Fitch	Equivalence Notation Interne
Italie	113 M€	-	BBB-	Baa2	BBB	C-
Espagne	94 M€	-	BBB+	Baa2	BBB+	C+
Portugal	41 M€	-	BB+	Ba1	BB+	D+
Irlande	68 M€	-	A+	A3	A	B+

A l'exception de l'encours sur l'Espagne qui progresse de + 4 M€, les encours sur l'Italie, le Portugal et l'Irlande sont stables au premier semestre 2017.

### 2.2. Expositions au secteur bancaire

La majorité des expositions du groupe CMNE reste portée par les contreparties bancaires et financières. L'évolution de ces contreparties reste stable et les perspectives positives. Sur le premier semestre, aucune dégradation de contrepartie en watch list n'a été constatée.

#### 2.2.1. Encours dans les pays sensibles

Les encours des contreparties bancaires sont largement concentrés sur le secteur français. Toutefois la diversification des encours assurances leur impose de rechercher des expositions aux pays périphériques sur des grands noms.

Banques au 30/06/2017 (VNC)	ACMN	CF CMNE	Pôle Belge	S&P	Moody's	Fitch
Banca Intesa	34 M€	-	-	BBB-	Baa1	BBB
Unicredito	22 M€	-	-	BBB-	Baa1	BBB
FCA Bank	16 M€	-	-	BBB-	Baa1	BBB
Banco Santander	58 M€	42 M€	5 M€	A-	A2	BBB+
Cédulas	23 M€	-	-			
Caixa Geral de Depositos	20 M€	-	-	BB-	B1	BB-
Bank of Ireland	30 M€	-	-	BBB	Baa1	BBB-

#### 2.2.2. Les suites du Brexit

Les Britanniques ont voté à 51,9% en faveur de la sortie de leur pays de l'Union européenne en juin 2016. Le Royaume-Uni a déclenché l'article 50, le 29 mars 2017. L'incertitude règne sur l'avenir du Royaume-Uni et de l'UE du fait du manque de visibilité sur les modalités de sortie, la durée et la nature des négociations d'éventuels accords commerciaux et de politiques fiscales.

Le principal effet s'est produit sur la devise du Royaume Uni, la livre passant de 1,3067 pour 1 euro au 23 juin 2016 à 1,1389 au 30 juin 2017. Les investissements directs s'effectuant uniquement en euro, cela reste sans conséquence.

Les craintes et l'attention se portent sur les risques qui pourraient venir d'un renchérissement des coûts de financement et conduire à diminuer investissements et consommations.

La date limite du processus de négociation sur la sortie du Royaume-Uni (article 50) se situe au 29 mars 2019. Les principales contreparties du CMNE concernées sont les banques britanniques de premier plan, internationales, diversifiées et solides sur leur marché domestique.

Tableau des expositions par catégorie, au 30 juin 2017, en M€ :

Pays	Catégorie	Assurances	BEO BANK	CF	Dérivés	Total
ROYAUME-UNI	Banques	161,1	70,0	110,0	18,8	359,9
	Corporates	46,8				46,8
	Titrisation	15,0				15,0
<b>Total général</b>		<b>222,9</b>	<b>70,0</b>	<b>110,0</b>	<b>18,8</b>	<b>421,7</b>

### 2.3. Exposition aux dettes des contreparties corporate (1,4 Md€ d'encours)

Les encours sur les contreparties corporate sont quasi-stables à 1,4 Md€ sur le 1<sup>er</sup> semestre 2017 par rapport au 2<sup>nd</sup> semestre 2016. Comparés au 1<sup>er</sup> semestre 2016 (1,3 Md€), ces encours sont en légère hausse, du fait notamment, d'investissements dans des entreprises du secteur des biens et services industriels, de la chimie, de l'énergie, de la technologie et de la distribution.

A noter que ces expositions restent de court terme (3 mois en moyenne), principalement sur des contreparties françaises, et sur des secteurs diversifiés, notamment pour 57% des encours les services aux collectivités, les télécommunications, les biens et services industriels, le secteur bâtiment et matériaux de construction et la santé.

### 2.4. Le renforcement des titres HQLA :

Le ratio Liquidity Coverage Ratio (LCR) oblige les banques à constituer un matelas d'actifs liquides (High-Quality Liquid Assets – HQLA) pour faire face à un stress financier. Il suscite des investissements en titres d'État et induit un surcroît de réserves à constituer auprès de la Banque centrale.

Ces besoins de titres ont animé cette première partie d'année. La recherche de titres HQLA de niveau 1 a conforté le ratio LCR au-delà des 100% en vue de faire face aux besoins de titres éligibles BCE. L'optimisation de ces investissements a conduit à une diversification sur des entités semi-publiques ou exerçant une mission publique telles BPI et UNEDIC, mais également à un élargissement géographique sur des tiers canadiens.

Catégorie / Tiers en M€ en dirty au 30/06	BEO BANK	CF	Total général
<b>Central government</b>	<b>183</b>	<b>364</b>	<b>547</b>
ETAT BELGE hors titres mis en garantie	149		149
ETAT FRANCAIS	34	94	128
Prises en pension d'OAT		270	
<b>Regional/Local Government</b>	<b>126</b>	<b>15</b>	<b>141</b>
PROVINCE D'ONTARIO	20	15	35
PROVINCE DE QUEBEC	11		11
Province/ communauté Belges	95		95
<b>Agency - credit institution</b>	<b>14</b>	<b>92</b>	<b>106</b>
BPI FRANCE	14	92	106
<b>Agency - non credit institution</b>	<b>60</b>	<b>111</b>	<b>171</b>
UNEDIC	30	30	60
CADES	30	81	111
<b>Credit institution</b>		<b>9</b>	
SG Covered		9	
<b>Total</b>	<b>383</b>	<b>591</b>	<b>974</b>

## 2.5. Les élections françaises et la contrainte géopolitique

Suite aux tensions en France relatives aux élections et à la montée des parties extrêmes, la décision de souscrire un fonds de couverture « LF Overlay élections France » a été actée pour faire face à la volatilité des marchés et à la hausse du spread de l'état français. Cette décision fait suite aux différents stress de marché réalisés conjointement au sein du groupe CMNE.

Une stratégie d'écartement de spread en référence au Bund allemand a été mise en place et 20 M€ ont ainsi été souscrits en date du 18 avril 2017. Ce fonds a été cédé en date du 22 juin 2017, occasionnant une moins-value de 1,2 M€.

## 2.6. Réduction du fonds dédié FCP Richebé Gestion :

Le recentrage des actifs du fonds entamé en 2016 et la réduction des risques du fonds Richebé Gestion se sont poursuivis ce premier semestre de 2017 et les engagements du groupe ont été ramenés de 200 M€ à 120 M€, et sont concentrés sur la seule CFCMNE.

## 3. Perspectives d'évolution et tendances :

### 3.1. Contexte Économique et de risques

Les tensions de ce début d'année ne devraient pas se reproduire sur la scène géopolitique. Seules l'Allemagne, l'Espagne et peut-être l'Italie devraient animer les discussions et la possible volatilité des marchés. Les élections législatives en Allemagne fin septembre ne devraient pas renverser le paysage outre-rhin. De même que le référendum d'autodétermination en Catalogne au 1er octobre qui s'oppose symboliquement au chef de gouvernement Mario RAJOY, et la stabilité du gouvernement italien.



Sur le plan économique, le rebond des échanges mondiaux, les sorties de récession de toutes les grandes économies émergentes, l'accélération de l'investissement en zone euro... contribuent à l'embellie sensible du climat des affaires début 2017. C'est une vraie reprise même si elle est plus modérée pour la France. Clé de voûte du redressement de l'investissement productif, l'amélioration des résultats résulte toutefois jusqu'à présent de circonstances spécifiques (baisse du prix du pétrole, effets des mesures de politique économique), et non d'un changement fondamental dans les conditions de la profitabilité des entreprises. Il appartient donc à la France de transformer le rebond d'investissement en regain de compétitivité. Plus encore que dans les autres pays européens, l'installation de l'économie française durablement sur un palier de croissance un peu plus haut, dépendra de la transformation de ce rebond d'investissement en une restauration de la compétitivité extérieure toujours défaillante.

Les conséquences du Brexit en France seront modérément négatives au plan macroéconomique. Le pays peut espérer bénéficier de la relocalisation de certaines activités financières obligées de quitter Londres. Mais les gains, aléatoires, ne compenseront pas les pertes à attendre dans d'autres secteurs. Par ailleurs, le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne pourrait avoir un coût budgétaire significatif pour les autres États membres, notamment en France.

Les événements à surveiller restent :

- La poursuite maîtrisée de la hausse des taux aux USA sans surprise pour les marchés,
- L'attentisme en Europe sur les bases d'une croissance modérée mais stable, accentuée sur l'Irlande et l'Espagne.
- La mise en place d'une réforme structurelle en France qui pourrait améliorer l'appréciation de la dette de la France et relancer l'investissement, stimulant ainsi la croissance domestique.

## **3.2. Perspectives second semestre des 3 métiers**

### **3.2.1. Banque**

#### **3.2.1.1. Réseau France**

Dans le cadre de sa démarche « priorités clients », le CMNE accentue la digitalisation de ses services toujours en visant l'excellence de la relation client (prise de rdv sur mobile, signature électronique, e-déclarations, ...). L'amélioration de l'efficacité dans les points de vente par des optimisations organisationnelles (ressources, temps, moyens...) se poursuit au travers la modularité du réseau se CMNE. En matière de développement, les 3 axes que sont le crédit consommation, les Unités de compte en épargne assurance et la prévoyance restent prioritaires.

#### **3.2.1.2. Réseau Belgique :**

Beobank va poursuivre sa politique de développement commercial avec des initiatives sur toute sa gamme de produits et services et une présence toujours ciblée mais forte dans les médias régionaux et nationaux. Au second semestre, Beobank va se concentrer surtout sur la consolidation des bases du business PRO afin d'être prêt pour le déploiement de la phase d'acquisition de clients en 2018, un élargissement de sa gamme de produits avec le lancement des assurances IARD en octobre et la préparation du lancement de l'activité provol prévu en 2018.

« Eole » est un projet éminemment important, une grande partie des équipes de Beobank va devoir se mobiliser sur ce projet afin de le mener à bien et de garantir son succès lors de la migration prévue le 30 septembre 2018.

#### **3.2.1.3. Réseau Entreprises**

Sur le second semestre, l'activité banque (BCMNE) poursuit sa progression à un rythme modéré, conforme aux prévisions. Les perspectives sont favorables pour l'activité crédit-bail mobilier (Bail Actea).

### **3.2.2. Assurances**

Les perspectives pour le second semestre dépendront en partie de l'évolution des marchés dans le contexte persistant de taux bas. L'activité restera concentrée sur les projets porteurs, tant sur le plan commercial qu'organisationnel, avec notamment le maintien de la stratégie de développement des UC et de la prévoyance ainsi que la poursuite du chantier d'amélioration de la qualité qui reste un projet majeur.

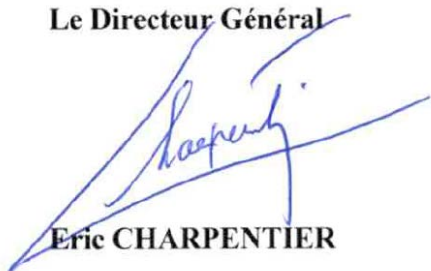
### **3.2.3. Asset- Management**

Les activités du second semestre s'inscriraient dans la continuité des 6 premiers mois de l'année.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Lille, le 31 juillet 2017

**Le Directeur Général**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Charpentier', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.

**Eric CHARPENTIER**

**Deloitte & Associés**  
185, avenue Charles de Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92075 La Défense Cedex

## **GROUPE CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé  
59000 Lille

---

### **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017

---

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CRÉDIT MUTUEL NORD EUROPE, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### **I. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **II. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et La Défense, le 31 juillet 2017

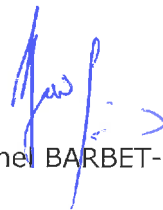
Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Mazars



Sylvie BOURGUIGNON



Michel BARBET-MASSIN



Nicolas de LUZE

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2017

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales - Actif</b>	<b>1</b>	<b>715 931</b>	<b>971 641</b>	<b>(255 710)</b>	<b>(26,32)%</b>
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2, 4, 6</b>	<b>12 794 413</b>	<b>12 953 647</b>	<b>(159 234)</b>	<b>(1,23)%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - Trading		-	-	-	-
- Effets publics et valeurs ass. - JVO		337 748	346 624	(8 876)	(2,56)%
- Obligations et autres T.R.F. - Trading		-	-	-	-
- Obligations et autres T.R.F. - JVO		2 989 692	2 974 930	14 762	0,50%
- Actions et autres T.R.V - Trading		121 964	198 395	(76 431)	(38,52)%
- Actions et autres T.R.V - JVO		9 161 852	9 268 109	(106 257)	(1,15)%
- Prêts et créances sur EC - JVO		383	425	(42)	(9,88)%
- Prêts et créances sur la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres actifs fin. - Trading		182 774	165 164	17 610	10,66%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Actif</b>	<b>3, 4, 6</b>	<b>31 048</b>	<b>33 026</b>	<b>(1 978)</b>	<b>(5,99)%</b>
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>5, 6, 10</b>	<b>6 870 884</b>	<b>6 856 172</b>	<b>14 712</b>	<b>0,21%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DALV		1 604 861	1 579 451	25 410	1,61%
- Obligations et autres T.R.F. - DALV		4 110 949	4 384 168	(273 219)	(6,23)%
- Actions , TAP et autres T.R.V. - DALV		905 430	669 733	235 697	35,19%
- Participations et ATDLT - DALV		47 311	49 585	(2 274)	(4,59)%
- Parts dans les entreprises liées - DALV		202 333	173 235	29 098	16,80%
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1</b>	<b>3 215 628</b>	<b>3 219 890</b>	<b>(4 262)</b>	<b>(0,13)%</b>
- Prêts sur les établissements de crédit		3 215 628	3 219 890	(4 262)	(0,13)%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - EC		-	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>8 &amp; 10</b>	<b>16 133 354</b>	<b>16 170 871</b>	<b>(37 517)</b>	<b>(0,23)%</b>
- Prêts sur la clientèle		14 740 412	14 762 093	(21 681)	(0,15)%
- Oblig. et ATRF NC / marché actif - CL		-	-	-	-
- Location financement bailleur - Op de CB		1 096 995	1 111 089	(14 094)	(1,27)%
- Location financement bailleur - Op de LS		295 947	297 689	(1 742)	(0,59)%
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>29 368</b>	<b>49 813</b>	<b>(20 445)</b>	<b>(41,04)%</b>
<b>Actifs détenus jusqu'à l'échéance</b>	<b>9 &amp; 10</b>	<b>305 491</b>	<b>208 382</b>	<b>97 109</b>	<b>46,60%</b>
- Effets publics et valeurs ass. - DJM		14 609	14 426	183	1,27%
- Obligations et autres T.R.F. - DJM		290 882	193 956	96 926	49,97%
<b>Actifs d'impôt courants</b>	<b>13</b>	<b>63 350</b>	<b>67 409</b>	<b>(4 059)</b>	<b>(6,02)%</b>
<b>Actifs d'impôt différés</b>	<b>13</b>	<b>54 597</b>	<b>66 936</b>	<b>(12 339)</b>	<b>(18,43)%</b>
<b>Comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>14</b>	<b>583 984</b>	<b>578 838</b>	<b>5 146</b>	<b>0,89%</b>
- Autres actifs		444 630	445 811	(1 181)	(0,26)%
- Comptes de régularisation - Actif		108 638	100 569	8 069	8,02%
- Autres actifs d'assurance		30 716	32 458	(1 742)	(5,37)%
<b>Actifs non courants dest. à être cédés</b>		<b>1 016</b>	<b>139</b>	<b>877</b>	<b>630,94%</b>
<b>Participation aux bénéfices différée</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Participations dans les entreprises MEE</b>	<b>15</b>	<b>162 301</b>	<b>160 980</b>	<b>1 321</b>	<b>0,82%</b>
<b>Immeubles de placement</b>	<b>16</b>	<b>47 129</b>	<b>48 513</b>	<b>(1 384)</b>	<b>(2,85)%</b>
<b>Immobilisations corporelles et LF preneur</b>	<b>17</b>	<b>192 220</b>	<b>199 313</b>	<b>(7 093)</b>	<b>(3,56)%</b>
- Immobilisations corporelles		192 220	199 313	(7 093)	(3,56)%
- Location financement preneur		-	-	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>17</b>	<b>28 888</b>	<b>33 964</b>	<b>(5 076)</b>	<b>(14,95)%</b>
<b>Ecart d'acquisition</b>	<b>18</b>	<b>202 915</b>	<b>203 271</b>	<b>(356)</b>	<b>(0,18)%</b>
<b>Total de l'actif</b>		<b>41 432 517</b>	<b>41 822 805</b>	<b>(390 288)</b>	<b>(0,93)%</b>

**BILAN PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2017

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Banques centrales - Passif</b>	<b>1</b>	-	-	-	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>2, 4, 6</b>	<b>242 837</b>	<b>234 825</b>	<b>8 012</b>	<b>3,41%</b>
- Dettes envers les EC - JVO		-	-	-	-
- Dettes envers la clientèle - JVO		-	-	-	-
- Dettes représentées par un titre - JVO		119 156	116 345	2 811	2,42%
- Dettes subordonnées - JVO		-	-	-	-
- Dérivés et autres passifs fin. - Trading		123 681	118 480	5 201	4,39%
<b>Instruments dérivés de couvert. - Passif</b>	<b>3, 4, 6</b>	<b>97 295</b>	<b>126 488</b>	<b>(29 193)</b>	<b>(23,08)%</b>
<b>Dettes envers les Ets de crédit</b>	<b>1</b>	<b>1 743 692</b>	<b>1 523 622</b>	<b>220 070</b>	<b>14,44%</b>
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>8</b>	<b>16 539 437</b>	<b>16 377 857</b>	<b>161 580</b>	<b>0,99%</b>
- Cptes créd. clientèle - CERS - A vue		9 543 120	9 579 589	(36 469)	(0,38)%
- Cptes créd. clientèle - CERS - A terme		2 185 115	2 093 112	92 003	4,40%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A vue		4 487 836	4 300 327	187 509	4,36%
- Cptes créd. clientèle - Autres - A terme		323 366	404 829	(81 463)	(20,12)%
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>12</b>	<b>3 114 580</b>	<b>3 611 130</b>	<b>(496 550)</b>	<b>(13,75)%</b>
- Dettes rep. par un T. - Bon de caisse		52 348	58 412	(6 064)	(10,38)%
- Dettes rep. par un T. - M. interb. & TCN		1 568 646	2 013 551	(444 905)	(22,10)%
- Dettes rep. par un T. - Emprunts oblig.		1 424 333	1 469 873	(45 540)	(3,10)%
- Dettes rep. par un T. - Autres		69 253	69 294	(41)	(0,06)%
<b>Ecart de rééval des PTF couverts en taux</b>	<b>3</b>	<b>2 432</b>	<b>2 542</b>	<b>(110)</b>	<b>(4,33)%</b>
<b>Passifs d'impôt courants</b>	<b>13</b>	<b>60 224</b>	<b>52 780</b>	<b>7 444</b>	<b>14,10%</b>
<b>Passifs d'impôt différés</b>	<b>13</b>	<b>68 130</b>	<b>61 055</b>	<b>7 075</b>	<b>11,59%</b>
<b>Comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>14</b>	<b>2 628 394</b>	<b>3 042 056</b>	<b>(413 662)</b>	<b>(13,60)%</b>
- Autres passifs		2 404 024	2 809 314	(405 290)	(14,43)%
- Comptes de régularisation - Passif		224 370	232 742	(8 372)	(3,60)%
- Autres passifs d'assurance		-	-	-	-
<b>Dettes liées aux actifs dest. à être cédés</b>		<b>197</b>	-	<b>197</b>	<i>n.s.</i>
<b>Prov. techniques des contrats d'assur.</b>	<b>19</b>	<b>12 801 810</b>	<b>12 732 293</b>	<b>69 517</b>	<b>0,55%</b>
<b>Provisions</b>	<b>20</b>	<b>147 112</b>	<b>166 788</b>	<b>(19 676)</b>	<b>(11,80)%</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>21</b>	<b>963 193</b>	<b>967 903</b>	<b>(4 710)</b>	<b>(0,49)%</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 023 184</b>	<b>2 923 466</b>	<b>99 718</b>	<b>3,41%</b>
<b>Capitaux propres - Part du groupe</b>	<b>22</b>	<b>2 952 121</b>	<b>2 845 593</b>	<b>106 528</b>	<b>3,74%</b>
- Capital souscrit		1 290 521	1 276 771	13 750	1,08%
- Primes d'émission		2 750	2 750	-	-
- Réserves consolidées - Groupe		1 389 398	1 209 260	180 138	14,90%
- Résultat - Groupe		88 110	204 543	(116 433)	(56,92)%
- Gains ou pertes latents - Groupe		181 342	152 269	29 073	19,09%
<b>Capitaux propres - Intérêts minoritaires</b>		<b>71 063</b>	<b>77 873</b>	<b>(6 810)</b>	<b>(8,75)%</b>
- Réserves consolidées - Minoritaires		57 986	60 405	(2 419)	(4,00)%
- Résultat consolidé - Minoritaires		10 634	14 682	(4 048)	(27,57)%
- Gains ou pertes latents - Minoritaires		2 443	2 786	(343)	(12,31)%
<b>Total du passif</b>		<b>41 432 517</b>	<b>41 822 805</b>	<b>(390 288)</b>	<b>(0,93)%</b>

**COMPTE DE RESULTAT PUBLIABLE**

en milliers d'euros

au 30 juin 2017

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
<b>Produits d'intérêts et assimilés</b>	<b>24</b>	<b>511 866</b>	<b>551 004</b>	<b>(39 138)</b>	<b>(7,10)%</b>	<b>1 086 640</b>
- Int. & prod. ass. - Op. avec EC		12 207	17 657	(5 450)	(30,87)%	31 739
- Int. & prod. ass. - Op. avec clientèle		273 981	300 212	(26 231)	(8,74)%	586 717
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV		19 689	17 998	1 691	9,40%	40 389
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. DJM		1 612	3 609	(1 997)	(55,33)%	5 865
- Produits sur op. de crédit-bail et ass.		159 473	155 758	3 715	2,39%	315 055
- Produits sur op. de LS		51 847	51 935	(88)	(0,17)%	101 816
- Dérivés de couverture - Produits		(6 943)	3 835	(10 778)	(281,04)%	5 059
<b>Charges d'intérêts et assimilés</b>	<b>24</b>	<b>(308 800)</b>	<b>(319 646)</b>	<b>10 846</b>	<b>(3,39)%</b>	<b>(632 519)</b>
- Int. & charges ass. - Op. avec EC		(3 364)	(8 345)	4 981	(59,69)%	(13 732)
- Int. & charges ass. - Op. avec clientèle		(55 912)	(65 127)	9 215	(14,15)%	(124 990)
- Int. & charges ass. - Dettes rep. titre		(32 141)	(32 884)	743	(2,26)%	(64 605)
- Int. & charges ass. - Dettes subord.		(4 523)	(4 250)	(273)	6,42%	(8 916)
- Charges sur op. de crédit-bail et ass.		(144 338)	(140 081)	(4 257)	3,04%	(284 226)
- Charges sur op. de LS		(49 088)	(48 690)	(398)	0,82%	(96 319)
- Dérivés de couverture - Charges		(19 434)	(20 269)	835	(4,12)%	(39 731)
<b>Commissions (Produits)</b>	<b>25</b>	<b>102 518</b>	<b>95 867</b>	<b>6 651</b>	<b>6,94%</b>	<b>190 668</b>
<b>Commissions (Charges)</b>	<b>25</b>	<b>(26 648)</b>	<b>(25 260)</b>	<b>(1 388)</b>	<b>5,49%</b>	<b>(52 102)</b>
<b>Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat</b>	<b>26</b>	<b>48 574</b>	<b>3 207</b>	<b>45 367</b>	<b>n.s.</b>	<b>47 702</b>
- Solde net des op. / T. de transaction		(578)	(3 321)	2 743	(82,60)%	(704)
- Solde net des op. de change		447	87	360	413,79%	1 291
- Solde net des dérivés de trading		35 810	(11 594)	47 404	(408,87)%	40 546
- Solde net - Inefficacité dérivés de couv		(658)	5 318	(5 976)	(112,37)%	1 995
- Solde net des actifs financiers JVO		11 497	14 781	(3 284)	(22,22)%	(563)
- Solde net des passifs financiers JVO		(3 801)	(147)	(3 654)	n.s.	(2 283)
- Int. & prod. ass. - Actifs fin. JVO		7 287	354	6 933	n.s.	11 620
- Int. & charges ass. - Passifs fin. JVO		(1 430)	(2 271)	841	(37,03)%	(4 200)
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV</b>	<b>27</b>	<b>19 939</b>	<b>11 786</b>	<b>8 153</b>	<b>69,18%</b>	<b>43 340</b>
- Revenus des titres à revenu variable		11 052	10 261	791	7,71%	25 947
- Oblig. et autres T.R.F. (dont EP)		(185)	974	(1 159)	(118,99)%	15 206
- Actions, TAP et autres T.R.V.		8 013	983	7 030	715,16%	2 852
- Participations, ATDLT, PEL		1 059	(325)	1 384	(425,85)%	(558)
- Autres gains et pertes / actifs fin		-	(107)	107	(100,00)%	(107)
<b>Produits des autres activités</b>	<b>28</b>	<b>969 280</b>	<b>786 914</b>	<b>182 366</b>	<b>23,17%</b>	<b>1 705 029</b>
<b>Charges des autres activités</b>	<b>28</b>	<b>(723 400)</b>	<b>(588 509)</b>	<b>(134 891)</b>	<b>22,92%</b>	<b>(1 259 649)</b>
<b>Produit Net Bancaire IFRS</b>		<b>593 329</b>	<b>515 363</b>	<b>77 966</b>	<b>15,13%</b>	<b>1 129 109</b>
<b>Frais généraux IFRS</b>	<b>29</b>	<b>(437 132)</b>	<b>(419 887)</b>	<b>(17 245)</b>	<b>4,11%</b>	<b>(825 432)</b>
- Charges de personnel		(233 654)	(223 753)	(9 901)	4,42%	(450 075)
- Charges générales d'exploitation		(185 061)	(175 936)	(9 125)	5,19%	(335 817)
- Dot/rep sur amts et prov. - Immos d'expl		(18 417)	(20 198)	1 781	(8,82)%	(39 540)
<b>Résultat Brut d'Exploitation IFRS</b>		<b>156 197</b>	<b>95 476</b>	<b>60 721</b>	<b>63,60%</b>	<b>303 677</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>30</b>	<b>(811)</b>	<b>(5 711)</b>	<b>4 900</b>	<b>(85,80)%</b>	<b>(20 992)</b>
<b>Résultat d'Exploitation IFRS</b>		<b>155 386</b>	<b>89 765</b>	<b>65 621</b>	<b>73,10%</b>	<b>282 685</b>
<b>QP de résultat des entreprises MEE</b>	<b>15</b>	<b>4 515</b>	<b>6 061</b>	<b>(1 546)</b>	<b>(25,51)%</b>	<b>10 385</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>31</b>	<b>719</b>	<b>(36)</b>	<b>755</b>	<b>n.s.</b>	<b>33 503</b>
- Solde net - Corr. val. immo corp incorp		719	(36)	755	n.s.	236
- Résultat sur entités conso (cession...)		-	-	-	-	33 267
<b>Variations de valeur des écarts d'acq.</b>	<b>32</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat Avant Impôts IFRS</b>		<b>160 620</b>	<b>95 790</b>	<b>64 830</b>	<b>67,68%</b>	<b>326 573</b>
<b>Impôts sur le résultat</b>	<b>33</b>	<b>(61 876)</b>	<b>(35 559)</b>	<b>(26 317)</b>	<b>74,01%</b>	<b>(107 348)</b>
<b>Gains &amp; pertes nets d'impôts / act aband</b>		<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net total IFRS</b>		<b>98 744</b>	<b>60 231</b>	<b>38 513</b>	<b>63,94%</b>	<b>219 225</b>
<b>Résultat consolidé - Minoritaires</b>		<b>10 634</b>	<b>3 999</b>	<b>6 635</b>	<b>165,92%</b>	<b>14 682</b>
<b>Résultat Net</b>		<b>88 110</b>	<b>56 232</b>	<b>31 878</b>	<b>56,69%</b>	<b>204 543</b>



**ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

en milliers d'euros

au 30 juin 2017

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE**

4, place Richebé 59000 Lille

	Note	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
<b>Résultat Net</b>		<b>98 744</b>	<b>60 231</b>	<b>38 513</b>	<b>63,94%</b>	<b>219 225</b>
Ecart de conversion		(493)	(1 049)	556	(53,00)%	(3 094)
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		17 517	5 709	11 808	206,83%	(7 527)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		1 610	(2 124)	3 734	(175,80)%	2 775
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		(157)	1 192	(1 349)	(113,17)%	2 977
<b>Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>34, 35</b>	<b>18 477</b>	<b>3 728</b>	<b>14 749</b>	<b>395,63%</b>	<b>(4 869)</b>
Réévaluation des immobilisations		-	-	-	-	-
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies		10 253	(8 503)	18 756	(220,58)%	(11 761)
QP des gains ou pertes latents ou différés sur MEE		-	-	-	-	(8)
<b>Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>34, 35</b>	<b>10 253</b>	<b>(8 503)</b>	<b>18 756</b>	<b>(220,58)%</b>	<b>(11 769)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>127 474</b>	<b>55 456</b>	<b>72 018</b>	<b>129,87%</b>	<b>202 587</b>
Dont part du Groupe		117 182	51 012	66 170	129,71%	186 316
Dont part des minoritaires		10 292	4 444	5 848	131,59%	16 271

# GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE

en milliers d'euros	Capital et réserves liées		Réserves consolidées
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2015</b>	<b>1 266 263</b>	<b>2 750</b>	<b>1 013 975</b>
Variation de capital	10 508		- 162
Elimination des titres auto-détenus			
Emission d'actions de préférence			
Composante capitaux propres des instruments hybrides			
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			
Affectation du résultat 2015			191 049
Distribution 2016 au titre du résultat 2015			
<b><i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i></b>	<b>10 508</b>	<b>-</b>	<b>190 887</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)			
Résultat 31 décembre 2016			
<b><i>Sous-total</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			- 4 247
Changement de méthodes comptables			
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			10 455
Variations des taux de conversion			-
Autres variations			- 1 810
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2016</b>	<b>1 276 771</b>	<b>2 750</b>	<b>1 209 260</b>
Variation de capital	13 750		-
Elimination des titres auto-détenus			
Emission d'actions de préférence			
Composante capitaux propres des instruments hybrides			
Composante capitaux propres des plans dont le paiement est fondé sur des actions			
Affectation du résultat 2016			184 858
Distribution 2016 au titre du résultat 2016			
<b><i>Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires</i></b>	<b>13 750</b>	<b>-</b>	<b>184 858</b>
Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (2) (3)			
Résultat 30 juin 2017			
<b><i>Sous-total</i></b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Effet des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			- 191
Changement de méthodes comptables			-
Quote-part dans les variations de capitaux propres des entreprises associées et des co-entreprises mises en équivalence			- 2 540
Variations des taux de conversion			-
Autres variations			- 1 989
<b>Capitaux propres au 30 juin 2017</b>	<b>1 290 521</b>	<b>2 750</b>	<b>1 389 398</b>

Les autres variations de réserves consolidées correspondent à l'écart entre le calcul théorique des dividendes et leur perception réelle (écart dû aux variations

(1) Comprend notamment les primes d'émission et la réserve légale de la société-mère, la composante capitaux propres des instruments hybrides de la société-mère et des plans dont le paiement est fondé sur des actions de la société-mère

(2) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et d'investissements nets en devises, ainsi que les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente et les variations de valeur des écarts actuariels sur la provision IFC (Indemnités de Fin de Carrière)

(3) Transfert au compte de résultat des variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture, des actifs financiers disponibles à la vente lors de leur cession ou de leur dépréciation, de la réévaluation des immobilisations lors de leur cession

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 juin 2017

Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)							
Liés aux écarts de conversion	Liés à la réévaluation	Variations de valeur des instruments financiers		Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture				
1 859	- 6 096	195 221	- 20 488	211 591	2 665 075	53 428	2 718 503
					10 346		10 346
					-		-
					-		-
					-		-
				- 191 049	-		-
				- 20 542	- 20 542		- 20 542
				- 211 591	- 10 196		- 10 196
- 3 105	- 11 760	- 9 537	2 775	- 21 627	- 21 627	1 589	- 20 038
				204 543	204 543	14 682	219 225
- 3 105	- 11 760	- 9 537	2 775	204 543	182 916	16 271	199 187
		419			- 3 828	- 4 725	- 8 553
					-		-
	8	2 989			13 436		13 436
					-		-
					- 1 810	12 899	11 089
- 1 246	- 17 864	189 092	- 17 713	204 543	2 845 593	77 873	2 923 466
					13 750		13 750
					-		-
					-		-
					-		-
					-		-
				- 184 858	-		-
				- 19 685	- 19 685		- 19 685
				- 204 543	- 5 935		- 5 935
- 505	10 253	17 869	1 610	- 29 227	29 227	343	28 884
				88 110	88 110	10 634	98 744
- 505	10 253	17 869	1 610	88 110	117 337	10 291	127 628
		3			- 188	- 17 101	- 17 289
					-		-
		157			- 2 697		- 2 697
					-		-
					- 1 989		- 1 989
- 1 751	- 7 611	206 807	- 16 103	88 110	2 952 121	71 063	3 023 184

de périmètre et au mode de traitement en IFRS des options de vente des minoritaires).

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2016 / 2017**

en millions d'euros	CMNE IFRS 2016.12	CMNE IFRS 2017.06
Résultat net	219	99
Impôt	107	62
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>326</b>	<b>161</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	39	19
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-2	0
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	10	133
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-10	-4
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	2	-2
+/- Produits/charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-165	15
<b>= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>-126</b>	<b>161</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	-58	226
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	139	183
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	-638	-338
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	627	-439
- Impôts versés	-134	-32
<b>= Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-64</b>	<b>-400</b>
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</u></b>	<b><u>136</u></b>	<b><u>-78</u></b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	243	-90
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)	-8	1
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	107	-7
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</u></b>	<b><u>342</u></b>	<b><u>-96</u></b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	-10	-6
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	404	-66
<b><u>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</u></b>	<b><u>394</u></b>	<b><u>-72</u></b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B+ C + D)</b>	<b>872</b>	<b>-246</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	136	-78
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	342	-96
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	394	-72
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u></b>	<b><u>424</u></b>	<b><u>1 297</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	287	972
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	137	325
<b><u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u></b>	<b><u>1 296</u></b>	<b><u>1 051</u></b>
Caisse, banques centrales (actif & passif)	971	716
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	325	335
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>872</b>	<b>-246</b>
	0	0

**GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE 2016 / 2017**

en millions d'euros	CMNE IFRS 2016.12	CMNE IFRS 2017.06
<b>(a) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie)	737	28
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	-795	198
<b>(b) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	-285	51
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	424	132
<b>(c) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	-647	169
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat	-7	1
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	0	0
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RF disponibles à la vente	277	-78
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture	0	0
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	-261	-430
<b>(d) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise	0	0
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence	-10	-1
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence	15	1
+ Encaissements liés aux dividendes reçus	0	0
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-1 530	-764
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 701	671
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	-2	-2
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à RV disponibles à la vente	69	5
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement	0	0
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus	0	0
<b>(e) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement	-9	-1
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement	1	2
<b>(f) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-22	-9
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	129	2
<b>(g) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	11	14
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital	0	0
- Décaissements liés aux dividendes payés	-21	-20
- Décaissements liés aux autres rémunérations	0	0
<b>(h) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre	528	127
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre	-424	-190
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées	300	0
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées	0	-3
N.B. : il est à noter que les variations des provisions techniques des contrats d'assurance-vie sont neutralisées dans les retraitements de dotations nettes aux provisions et figurent dans les encaissements / décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers.		



**ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES**  
**(Établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne)**

**ARRETES AU 30 JUIN 2017**

---

Cette annexe est divisée en six parties :

- I        INFORMATIONS GENERALES
- II        METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE
- III        PRINCIPES COMPTABLES
- IV        NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS
- V        INFORMATION SECTORIELLE
- VI        AUTRES INFORMATIONS

## **I INFORMATIONS GENERALES**

Le Crédit Mutuel est une banque coopérative régie par la loi du 10 septembre 1947. Il n'appartient qu'à ses sociétaires, détenteurs d'une part sociale A qui permet à chacun de s'exprimer selon le principe "une personne, une voix" et notamment d'élire les administrateurs.

Les trois degrés - local, régional et national - de cette organisation non centralisée fonctionnent selon le principe de la subsidiarité : au niveau le plus proche du sociétaire, la Caisse Locale exerce les principales fonctions d'une agence bancaire, les autres échelons effectuant les tâches que la Caisse Locale ne peut assumer seule.

La traduction en consolidation de l'originalité capitalistique du groupe est basée sur la détermination d'une entité consolidante qui traduit la communauté des sociétaires liée par des liens financiers de solidarité et de gouvernance communs.

L'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel Nord Europe est constituée de l'ensemble des Caisses Locales, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord Europe et de la Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe. La Fédération du Crédit Mutuel Nord Europe est affiliée à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel. Les Caisses Locales du Crédit Mutuel Nord Europe sont entièrement détenues par leurs sociétaires. La Fondation du Crédit Mutuel Nord Europe est également intégrée à l'entité consolidante.

L'activité du CMNE, qui s'étend sur le nord de la France, la Belgique et le Luxembourg, est l'élaboration, la gestion et la distribution de produits bancaires, d'assurance vie et IARD et de valeurs mobilières et immobilières.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2013-04 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Conformément à la norme IFRS 7-B6, les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du Groupe.

### **@ Recours à des estimations**

La préparation des Etats Financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des Etats Financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les Etats Financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en valeur de marché par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux Etats Financiers ;
- des dépréciations d'actifs financiers à revenu variable classés dans la catégorie "disponibles à la vente" ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- de l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée ;
- de la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.



## **II METHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION, PERIMETRE**

### **1. PRINCIPES D'INCLUSION DANS LE PERIMETRE**

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.

Le périmètre de consolidation est composé :

- des entités contrôlées de manière exclusive : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé, ou a droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient.
- des entités sous contrôle conjoint : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
  - une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
  - une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.
- des entités sous influence notable : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle.

### **2. METHODES DE CONSOLIDATION**

La méthode de consolidation pratiquée est différente selon que l'entité consolidante exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable sur l'entreprise détenue.

Ainsi, et selon le type de contrôle, la méthode de consolidation peut être :

- l'intégration globale : cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le groupe.

Les OPCVM et SCPI, notamment ceux représentatifs des contrats en unités de comptes des entités d'assurance, sont comptabilisés en juste valeur par résultat. Les montants correspondants aux intérêts minoritaires figurent en "autres passifs".

- la mise en équivalence : elle consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

### **3. PERIMETRE**

Le périmètre de consolidation du groupe CMNE au 30 juin 2017 est détaillé dans les tableaux suivants qui indiquent la contribution de chaque entité au résultat du groupe.

## Périmètre de consolidation

	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
<b>1. Entreprises à caractère financier</b>											
<b>1.1 Etablissements de crédit</b>											
> Caisses de Crédit Mutuel + Caisse Fédérale du CMNE + Fédération du CMNE	FRANCE	12/16	100	100	54 340	Mère	06/17	100	100	9 110	Mère
> BCMNE (base consolidée) - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	13 779	IG	06/17	100	100	8 779	IG
> CMNE Belgium (base consolidée) - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	100	100	32 960	IG	06/17	100	100	9 028	IG
<b>1.2 Etablissements financiers autres que 1.1</b>											
> FCP Richebé Gestion - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	100	-2 300	IG	06/17	100	100	1 516	IG
> CMNE Home Loans FCT - 4 place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	0	IG	06/17	100	100	0	IG
<b>1.3 Autres entreprises à caractère financier</b>											
<b>2. Entreprises non financières</b>											
<b>2.1 Assurances</b>											
> Nord Europe Assurances (base consolidée) - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017	FRANCE	12/16	100	100	69 610	IG	06/17	100	100	38 028	IG
<b>2.2 Services</b>											
> Actéa Environnement - 5/7 rue Frédéric Degeorge - 62000 ARRAS	FRANCE	12/16	100	100	1 016	IG	06/17	100	100	-9	IG
> Euro-Information - 34 Rue du Wacken - 67000 STRASBOURG	FRANCE	12/16	10,15	10,15	9 297	MEE	06/17	10,15	10,15	4 770	MEE
> Financière Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	160	IG	06/17	100	100	-28	IG
> GIE CMN Prestations - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	0	IG	06/17	100	100	0	IG
> L'Immobilière du CMN (base consolidée) - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	1 849	IG	06/17	100	100	1 164	IG
> Sicorfé Maintenance - rue Bourgelat - 62223 St LAURENT BLANGY	FRANCE	12/16	34,00	34,00	120	MEE	06/17	0	0	0	NC
> THEIA Viager - 455, promenade des Anglais - 06299 NICE	FRANCE	12/16	80,00	80,00	-988	IG	06/17	80,00	80,00	580	IG
> Transactimmo - 1 Rue Arnould de Vuez - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	-33	IG	06/17	100	100	-19	IG
<b>2.3 Industrie</b>											
<b>2.4 Holding non financier</b>											
> Groupe La Française (base consolidée) - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	97,84	97,83	22 654	IG	06/17	98,00	98,00	14 300	IG
> Nord Europe Participations et Investissements (base consolidée) 4 Place Richebé 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	2 079	IG	06/17	100	100	891	IG
					Total	204 543					
										Total	88 110

(1) MEE : Mise En Equivalence ; IG : Intégration Globale

**Banque Commerciale du Marché Nord Europe**  
**4 place Richebé 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Banque Commerciale du Marché Nord Europe	FRANCE	12/16	100	100	4 569	IG	06/17	100	100	3 023	IG
> Bail Actea - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	6 715	IG	06/17	100	100	3 663	IG
> Nord Europe Lease - 19 avenue le Corbusier - 59800 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	2 350	IG	06/17	100	100	1 896	IG
> Nord Europe Partenariat - 2 rue Andréï Sakharov - BP148 - 76135 MONT-ST-	FRANCE	12/16	99,65	99,65	145	IG	06/17	99,65	99,65	197	IG
					<b>Total</b>					<b>13 779</b>	
										<b>Total</b>	<b>8 779</b>

**CMNE Belgium**  
**Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
CMNE Belgium	BELGIQUE	12/16	100	100	-663	IG	06/17	100	100	-147	IG
> BKCP Immo IT SCRL - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	95,96	95,96	-957	IG	06/17	95,96	95,96	518	IG
> Beobank Belgique - Boulevard Général Jacques, 263G - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	100	100	28 531	IG	06/17	100	100	8 207	IG
> BKCP Securities SA - Avenue Louise 390 - 1050 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	100	100	-23	IG	06/17	100	100	-28	IG
> Immo W16 - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	100	100	744	IG	06/17	100	100	349	IG
> Mobilease - Boulevard de Waterloo, 16 - 1000 BRUXELLES	BELGIQUE	12/16	100	100	-11	IG	06/17	100	100	-22	IG
> OBK SCRL - Graaf Van Vlaanderenplein, 19 - 9000 GAND	BELGIQUE	12/16	100	99,99	5 339	IG	06/17	100	99,99	151	IG
					<b>Total</b>					<b>32 960</b>	
										<b>Total</b>	<b>9 028</b>

**Nord Europe Participations et Investissements**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Nord Europe Participations et Investissements	FRANCE	12/16	100	100	-712	IG	06/17	100	100	-319	IG
> SCI Centre Gare	FRANCE	12/16	100	100	2 761	IG	06/17	100	100	1 224	IG
> Fininmad (Marchand de biens)	FRANCE	12/16	100	100	30	IG	06/17	100	100	-14	IG
					<b>Total</b>					<b>2 079</b>	
										<b>Total</b>	<b>891</b>

**IMMOBILIERE DU CMN**  
**4 Place Richebé - 59000 LILLE**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt	
> SCI CMN	FRANCE	12/16	100	100	IG
> SCI CMN 1	FRANCE	12/16	100	100	IG
> SCI CMN 2	FRANCE	12/16	100	100	IG
> SCI CMN 3	FRANCE	12/16	100	100	IG
> SCI CMN Location	FRANCE	12/16	100	100	IG
> SCI RICHEBE INKERMANN	FRANCE	12/16	100	100	IG

Date d'arrêté	Pourcentage contrôle	Pourcentage intérêt	Méthode d'intégration (1)
06/17	100	100	IG
06/17	100	100	IG
06/17	100	100	IG
06/17	100	100	IG
06/17	100	100	IG
06/17	100	100	IG

**Nord Europe Assurances**  
**9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Nord Europe Assurances	FRANCE	12/16	100	100	-3 364	IG	06/17	100	100	-2 379	IG
> ACMN IARD - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	51,00	51,00	7 368	IG	06/17	51,00	51,00	4 131	IG
> ACMN Vie - 9 Boulevard Gouvion-St- Cyr - 75017 PARIS	FRANCE	12/16	100	100	59 103	IG	06/17	100	100	32 869	IG
> Courtage Crédit Mutuel Nord Europe - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	111	IG	06/17	100	100	11	IG
> CP-BK Reassurance SA - Avenue de la gare, 65 - 1611 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/16	100	100	1 038	IG	06/17	100	100	401	IG
> Nord Europe Life LUXEMBOURG- rue Charles Martel 62 - 2134 LUXEMBOURG	LUXEMBOURG	12/16	100	100	2 419	IG	06/17	100	100	1 521	IG
> Nord Europe Retraite - 4 Place Richebé - 59000 LILLE	FRANCE	12/16	100	100	68	IG	06/17	100	100	10	IG
> North Europe Life Belgium - 11 boulevard de la Plaine - 1050 BUXELLES	BELGIQUE	12/16	51	51	2 933	IG	06/17	51,00	51,00	1 306	IG
> SA Partners Assurances - Avenue Gustave Demey, 66 - 1160 AUDERGHEM	BELGIQUE	01/17	49	49	-66	IG	06/17	49,00	49,00	158	MEE
> SPV Jarna - 9B Boulevard Prince Henri - 1724 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/16	100	97,83	0	IG	06/17	100	98,00	0	IG
					<b>Total</b>	<b>69 610</b>					
							<b>Total</b>			<b>38 028</b>	

**Groupe La Française**  
**128 Boulevard Raspail - 75006 Paris**

Périmètre de consolidation <i>servant de base aux éléments repris dans la consolidation publiable</i>	Pays	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)	Date d'arrêté	Pourcentage		Contribution au résultat (en K€)	Méthode d'intégration (1)
			contrôle	intérêt				contrôle	intérêt		
Groupe La Française	FRANCE	12/16	97,84	97,83	-4 702	IG	06/17	98,00	98,00	-5 776	IG
> 2A - 5 boulevard de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/16	20,00	19,57	-130	MEE	06/17	20,00	19,60	-242	MEE
> Alger Management Ltd - 50 Broadway - LONDON	ROYAUME-UNI	12/16	50,00	48,91	123	MEE	06/17	50,00	49,00	-86	MEE
> CD Partenaires - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/16	74,87	73,24	73	IG	06/17	74,87	73,37	51	IG
> FCT LFP Créances Immobilières - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	58,37	58,37	25	IG	06/17	58,37	58,37	0	IG
> SNC Groupe La Française - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	99,9	97,73	-10	IG	06/17	0	0	0	NC
> Groupe Cholet-Dupont - 16 place de la Madeleine - 75008 PARIS	FRANCE	12/16	33,73	33,00	1 627	MEE	06/17	33,73	33,05	604	MEE
> Inflection Point Capital Management Ltd - 125 Old Broad Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/16	49,00	51,17	-1 731	MEE	06/17	49,00	51,26	-1 193	MEE
> JKC Capital Management Ltd - 34-37 Connaught Road Central - HONG-KONG SAR	HONG-KONG	12/16	50,00	48,91	-172	MEE	06/17	50,00	49,00	39	MEE
> La Française AM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	97,83	6 562	IG	06/17	100	97,99	6 942	IG
> La Française AM Finance Services - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	97,83	1 627	IG	06/17	100	98,00	2 540	IG
> La Française AM GP - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	0	0	599	IG	06/17	0	0	0	NC
> La Française AM Iberia - C/ Joaquin Costa 26 - 28002 MADRID	ESPAGNE	12/16	66,00	64,57	103	IG	06/17	0	0	0	NC
> La Française AM International - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	LUXEMBOURG	12/16	100	97,83	-166	IG	06/17	100	98,00	146	IG
> La Française Forum Securities Limited - 1700 E Putnam Ave, Old Greenwich, CT 06870 - 1366, Delaware - USA	ETATS UNIS D AMERIQUE	01/17	80	78,26	-996	IG	06/17	100,00	97,99	-346	IG
> La Française Global Investments - 4A rue Henri Schnadt - 2530 Luxembourg	FRANCE	12/16	100	98,70	-1 596	IG	06/17	100	98,80	-791	IG
> La Française Global Real Estate Investment Management Limited - 12 Berkeley Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/16	100	97,83	32	IG	06/17	100	98,00	659	IG
> La Française Inflection Point - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	51,00	74,97	438	IG	06/17	51,00	75,10	454	IG
> La Française Investment Solutions - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	56,04	46,54	4 116	IG	06/17	56,04	46,62	3 536	IG
> La Française Real Estate Managers - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	95,96	93,87	9 838	IG	06/17	95,96	94,03	3 602	IG
> La Française Real Estate Partners - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	65,00	61,02	1 524	IG	06/17	65,00	61,12	759	IG
> LFF Real Estate Partners International - 16 Berkeley Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/16	85,00	79,79	917	IG	06/17	100,00	94,03	-861	IG
> New Alpha Asset Management - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	97,83	2 013	IG	06/17	85	83,30	814	IG
> NEXT Advisor - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	0	0	208	IG	06/17	0	0	0	NC
> Nouvelles EXPertises et Talents AM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	97,83	1 439	IG	06/17	100	98,00	3 064	IG
> Siparex Proximité Innovation - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	26,50	25,93	319	MEE	06/17	26,50	25,97	108	MEE
> UFG PM - 128 Boulevard Raspail - 75006 Paris	FRANCE	12/16	100	93,87	-293	IG	06/17	100	93,87	-13	IG
> Tages Capital LLP - 39 St James' Street - LONDON	ROYAUME-UNI	12/16	40,00	39,13	867	MEE	06/17	25,00	24,50	290	MEE
					<b>Total</b>					<b>22 654</b>	
									<b>Total</b>		<b>14 300</b>

**Pour mémoire : modifications du périmètre au cours de la période**

	Nom de l'entreprise
<u>Entrées :</u>	
<u>Sorties :</u>	
Cession	Sicorfé Maintenance
Déconsolidation	La Française AM Iberia
TUP ou fusion	SNC Groupe La Française UFG PM (en fin de 2ème trimestre)
<u>Changement de dénomination :</u>	La Française Bank devient La Française Global Investments

**Entités consolidées par consolidation simplifiée dans le cadre de l'application de la norme IFRS 10**

	Pays	31.12.2016		30.06.2017	
		% d'intérêt	Intérêts minoritaires constatés (en K€)	% d'intérêt	Intérêts minoritaires constatés (en K€)
BEOBANK FUNDS – BEOBANK Dynamic Fund	LUXEMBOURG	55,74%	4 318	47,16%	6 868
CONVICTIONS MULTIFAC	FRANCE	45,63%	37 518	38,26%	51 456
CROWN MULTIFUND SEL	FRANCE	75,55%	7 824	76,09%	9 718
DIADEME GLOBAL SELEC	FRANCE	89,89%	8 100	89,26%	7 740
EUROPIMMO MARKET	FRANCE	37,65%	34 127	36,04%	35 009
FCT LFP CREANCES IMM	FRANCE	53,76%	118 700		
INVEST CORE 2021	FRANCE	83,95%	982	83,83%	1 855
JKC Fund - La Française JKC Asia Equity	LUXEMBOURG	41,17%	18 976	49,39%	15 550
La Française Absolute Emerging Debt - Part I	FRANCE	76,21%	3 311		
La Française Actions Euro Couvertes	FRANCE	95,37%	4 707	96,97%	3 198
La Française Actions Monde	FRANCE	55,66%	14 249	56,59%	14 345
La Française Allocation - Part I	FRANCE	57,04%	104 947	64,73%	77 653
La Française amLeague Euro 45	FRANCE			36,23%	8 536
La Française Euro Inflation- Part I	FRANCE	50,23%	97 582	52,74%	85 916
La Française Euro Souverains	FRANCE	35,36%	19 986		
La Française Index Variable - Part C	FRANCE	47,09%	119 433	44,34%	131 107
La Française Inflection Point Multi Trends	FRANCE	41,45%	13 321	46,47%	10 968
La Française LUX - Absolute Emerging Debt	LUXEMBOURG	48,18%	54 263	54,03%	53 444
La Française LUX - Forum Global Real Estate Securities	LUXEMBOURG	43,63%	55 169	49,18%	43 265
La Française LUX - Inflection Point European Equity	LUXEMBOURG	70,82%	27 268	72,11%	24 267
La Française LUX - Inflection Point Global Equity	LUXEMBOURG	63,34%	10 165	98,13%	330
La Française LUX - Inflection Point Leaders Emergents	LUXEMBOURG	99,25%	101	99,07%	135
La Française LUX - Inflection Point Zero Carbon	LUXEMBOURG	81,00%	23 916	41,09%	74 302
La Française LUX - JKC Asia Bond	LUXEMBOURG	99,67%	170	99,77%	117
La Française LUX - Multi-Asset Income	LUXEMBOURG	99,82%	76	98,32%	725
La Française Multistratégies Obligataires - Part I	FRANCE	41,22%	67 216		
La Française Patrimoine Flexible - Part R	FRANCE	68,12%	80 271	73,35%	61 668
La Française Profil Performance	FRANCE	74,76%	15 229	74,60%	15 422
La Française Rendement 4X4	FRANCE	45,67%	5 324	47,71%	4 990
La Française Séréni Flex	FRANCE	60,76%	103 997	60,39%	106 504
La Française Tages Event	FRANCE	99,99%	3	99,95%	3
La Française Tages Multi Arbitrages II	FRANCE			98,14%	28
La Française Tages Stratégie Actions	FRANCE	89,95%	5 677	89,95%	5 728
LF Grands Vignobles De France	FRANCE	57,72%	9 994		
LF Opsis Patrimoine	FRANCE	41,99%	61 488		
LF Résidences Seniors	FRANCE	48,20%	35 512		
LFIS Perspective FCP - I	FRANCE	100,00%	3		
LFIS Vision - Credit Opportunities	LUXEMBOURG	65,58%	73 633	68,18%	63 659
LFIS Vision - Premia Opportunities	LUXEMBOURG	60,03%	93 608		
LFIS Vision UCITS - Credit	LUXEMBOURG	90,73%	3 075	66,87%	15 587
LFIS Vision UCITS - Equity Defender	LUXEMBOURG	99,33%	644	97,11%	2 970
LFP Coussin Opportunités	FRANCE	99,82%	26	99,88%	10
LFP European Fund of Funds	FRANCE	91,49%	1 830	91,49%	1 078
LFP PIERRE	FRANCE	46,83%	481 888	56,23%	396 667
LFP S&P Capital IQ Fund - LFP R2P Global Credit	LUXEMBOURG	61,11%	39 903	72,07%	12 580
LFP S&P Capital IQ Fund - LFP R2P Global High Yield	LUXEMBOURG	70,70%	22 547	70,77%	22 020
NewAlpha Fintech	FRANCE	60,03%	4 183		
OPCI Multimarket	FRANCE			35,83%	103 326
TAGES ANAVON GB EQ	LUXEMBOURG	35,19%	41 049		
TAGES INT FUNDS UC	LUXEMBOURG	63,03%	20 828		
UFG IC FUND	LUXEMBOURG	48,27%	22 216		
UFG PIXEL 1	FRANCE	80,86%	2 422	81,00%	2 404
<b>Total Consolidation Simplifiée</b>			<b>1 971 776</b>		<b>1 471 148</b>

#### **4. PRINCIPES DE CONSOLIDATION**

##### **⊗ Retraitements et éliminations**

Les opérations réciproques significatives sont éliminées entre entités consolidées par intégration globale. Sont considérés comme significatifs les montants supérieurs à 200 K€ en charges et produits et 1.000 K€ en ce qui concerne le bilan et les engagements. Il est à souligner que, lorsque des titres émis par une entité consolidée sont détenus par les compagnies d'assurance du Groupe en tant que placements représentatifs de contrats libellés en unités de comptes, ils ne sont pas éliminés ; ceci permet de matérialiser l'adossement actif – passif de ce type de contrats d'assurance vie.

Les résultats de cessions internes font également l'objet d'éliminations.

D'une manière générale, les principes comptables du groupe sont appliqués dans l'ensemble des entités consolidées.

##### **⊗ Conversion des comptes en devises étrangères**

Les comptes consolidés du groupe CMNE sont établis en euros. Tous les éléments d'actif ou de passif, monétaires et non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence sur le capital, les réserves et le report à nouveau est inscrite dans les capitaux propres dans le compte "Réserves de conversion". Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion en résultant sont inscrites directement dans le compte "Réserves de conversion".

##### **⊗ Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition**

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable.

Le coût d'acquisition est égal à la juste valeur, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération sont comptabilisés dans le résultat de la période.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables à la date d'acquisition. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total) ; dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en "Variations de valeur des écarts d'acquisition".

Les compléments de prix sont intégrés dans le coût d'acquisition pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, même s'ils présentent un caractère éventuel. Cet enregistrement est effectué par contrepartie des capitaux propres ou des dettes (en fonction du mode de règlement). Les révisions ultérieures de ces écarts sont enregistrées en résultat pour les dettes financières relevant de la norme IAS 39 et selon les normes appropriées pour les dettes ne relevant pas d'IAS 39. Dans le cas des instruments de capitaux propres, ces révisions ne donnent lieu à aucun enregistrement jusqu'au règlement.

Dans le cas d'une variation du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition ou de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition ou cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition positifs font l'objet de tests de dépréciation afin de s'assurer qu'ils ne subissent pas de dépréciation durable. Ces variations de valeur s'apprécient au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent aux pôles d'activité du groupe. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. La valeur recouvrable de l'UGT, déterminée dans le cadre de ces tests, est définie comme étant sa valeur de marché. La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'UGT dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par la juste valeur des entités composant l'UGT appréciée au regard des formules des pactes d'actionnaires ou par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples. Le cas échéant, la valeur recouvrable peut aussi être basée sur la valeur d'utilité. Celle-ci repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables de ces UGT et approuvés par la direction générale du



Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

#### Ⓢ **Impôts différés**

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales. Les retraitements liés à l'application des normes IFRS font donc également l'objet de calcul d'impôts différés.

Les impôts différés actifs et passifs sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connu à la clôture de l'exercice et applicable au cours des exercices suivants.

Les actifs d'impôts différés ne sont retenus que lorsque leur récupération est probable grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs aux gains ou pertes latents sur actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, pour lesquels les impôts différés correspondants sont imputés en capitaux propres. Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

### **5. ETABLISSEMENT DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE**

La présentation retenue utilise la méthode indirecte. Le résultat, pour la détermination des flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, est ajusté pour tenir compte des éléments sans effet de trésorerie et des éléments pour lesquels l'effet de la trésorerie consiste en flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont définis d'après leurs caractéristiques intrinsèques que sont la disponibilité immédiate ou la conversion à très court terme en un montant connu de liquidités dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

La trésorerie comprend les fonds en caisse ainsi que les dépôts et emprunts auprès de la Banque Centrale.

Les équivalents de trésorerie sont composés des prêts et emprunts à vue ou au jour le jour, contractés avec des établissements de crédit.

Les différents flux de trésorerie relatifs à un exercice sont classés, d'après la logique d'intention, en activités opérationnelles, d'investissement et de financement, sachant qu'une opération unique peut inclure des flux classés dans des activités différentes.

Les flux de trésorerie opérationnels sont ceux issus des activités d'exploitation qui contribuent à la formation de l'essentiel du résultat, y compris les activités de marché pour compte propre. Figurent à ce titre parmi les activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux titres en juste valeur par résultat ainsi que les titres à revenus variables, constitutifs de placements à court terme ou relatifs aux activités de portefeuille, et les titres à revenu fixe disponibles à la vente.

Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers incluent les variations des actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat pour la variation de leur juste valeur.

Par défaut, les flux de trésorerie qui ne répondent pas aux définitions d'investissement ou de financement sont classés sous cette activité.

Les activités d'investissement sont définies comme l'acquisition et la sortie d'actifs à long terme et des autres placements qui ne sont pas inclus dans les équivalents de trésorerie ou dans les activités opérationnelles. Y figurent notamment les titres de participation et les autres titres à revenu variable détenus à long terme qui ne sont pas liés aux activités de portefeuille ainsi que les titres à revenu fixe détenus jusqu'à maturité.

Les flux liés aux activités de financement comprennent les mouvements sur capital et les mouvements liés aux émissions ou remboursements d'emprunts ou de dettes subordonnées. Par option, les titres du marché interbancaire et les titres de créances négociables sont classés avec les activités opérationnelles.

N'étant pas constitutifs de ressources affectées aux activités qui les génèrent, les revenus (intérêts et dividendes) provenant des activités d'investissement ainsi que les intérêts liés aux activités de financement sont rattachés aux

activités opérationnelles. Les produits de cessions restent, quant à eux, rattachés à l'activité auxquels ils se rapportent pour leur montant avant impôt.

### **III PRINCIPES COMPTABLES**

#### **⊗ Prêts et créances**

Les prêts et créances sont des actifs financiers à revenu fixe ou déterminable, non cotés sur un marché actif, qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi. Ils comprennent les prêts consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués, les prêts acquis et les titres de dettes non cotés. Ils sont comptabilisés à leur valeur de marché (ou équivalent) lors de leur entrée dans le bilan qui est généralement le montant net décaissé à l'origine.

Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Ces encours sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement. La renégociation entraîne la modification ou la décomptabilisation de l'ancien prêt.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur entraîne novation du contrat. Suite à la définition de cette notion par l'Autorité Bancaire Européenne, le groupe l'a intégrée dans les systèmes d'information afin que les définitions comptable et prudentielle soient harmonisées. Les éléments chiffrés figurent en rapport de gestion.

La juste valeur des prêts et créances est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Dépréciation et provision individuelle sur les prêts et créances : une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt - ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt d'origine du prêt des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

L'existence d'échéances dues et impayées depuis plus de 3 mois ou de comptes courants irréguliers depuis plus de 3 mois représente une preuve objective d'un événement de perte. De même lorsqu'il est probable que le débiteur ne pourra pas rembourser la totalité des sommes dues ou lorsqu'il y a échéance du terme ou encore en cas de liquidation judiciaire une indication objective de perte est identifiée.

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque pour la partie relative à la variation du risque et en marge d'intérêts pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif pour les prêts et créances et la provision est inscrite au passif parmi les provisions pour les engagements de financement et de garantie.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

Dépréciation collective sur les prêts et créances : les prêts à la clientèle non dépréciés sur une base individuelle sont regroupés par portefeuilles homogènes. Les encours sensibles font l'objet d'une dépréciation, sur la base des pertes en cas de défaut et de la probabilité de défaut jusqu'à maturité observées en interne ou en externe et appliquées aux encours. Elle est comptabilisée en déduction des encours correspondants à l'actif et les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique "Coût du risque" du compte de résultat.

#### **⊗ Intérêts pris en charge par l'Etat de certains prêts**

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

## Ⓢ **Garanties financières et engagements de financement**

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser leur titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IAS 39. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

## Ⓢ **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité "opérationnelle" et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

## Ⓢ **Opérations en devises**

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêté.

### ■ *Actifs ou passifs financiers monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat".

### ■ *Actifs ou passifs financiers non monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique "gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat" si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les "plus ou moins-values latentes ou différées" lorsqu'il s'agit d'actifs financiers disponibles à la vente.

## Ⓢ **Opérations de location**

### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit bailleur*

Les contrats sont classés en location financement lorsqu'ils conduisent, en substance, à transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué. La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux utilisé est le taux d'intérêt implicite.

Les contrats de location simple sont des contrats pour lesquels l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur. Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location.

### ■ *Opérations dans lesquelles CMNE est crédit preneur*

Les immobilisations d'exploitation financées au moyen de contrats de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan en immobilisations corporelles pour un montant égal à la juste valeur, ou si celle-ci est inférieure, à la

valeur actualisée des paiements minimaux à effectuer au titre de la location. La contrepartie est enregistrée au passif du bilan. Ces immobilisations sont amorties sur la durée prévue pour des biens de même catégorie.

## © Titres acquis

### *Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### \* Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

#### \* Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, "mark-to-model".

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer, notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché. Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

### *Classification comptable des titres*

Les titres peuvent être classés dans l'une des catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat,
- actifs financiers disponibles à la vente,
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance,
- prêts et créances.

La classification dans l'une ou l'autre de ces catégories traduit l'intention de gestion du groupe et détermine les règles de comptabilisation des instruments.

#### ■ *Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

##### Critère de classement et règles de transfert

La catégorie des "Instruments financiers évalués en juste valeur par résultat" comprend :

#### \* Les instruments financiers détenus à des fins de transaction :

il s'agit principalement des instruments qui ont été acquis pour être revendus ou rachetés à court terme ou sont intégrés à un portefeuille d'instruments financiers gérés globalement pour lequel un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ou bien encore constituent un instrument dérivé non qualifié de couverture.

Les conditions de marché peuvent conduire le Groupe Crédit Mutuel Nord Europe à revoir sa stratégie de placement et l'intention de gestion de ces titres. Ainsi, lorsqu'il apparaît inopportun de céder des titres initialement acquis dans un objectif de cession à court terme, ces titres peuvent faire l'objet d'un reclassement, dans le respect des dispositions spécifiques prévues par l'amendement IAS 39 d'octobre 2008. Les transferts vers les catégories "Actifs financiers disponibles à la vente" ou "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" sont autorisés en cas de situation

exceptionnelle. Les transferts vers la catégorie "Prêts et créances" sont conditionnés à l'intention et la capacité du groupe de détenir ces titres dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance et au respect des critères inhérents à la définition de la catégorie comptable des "Prêts et créances" (pas de cotation sur un marché actif). Aucun transfert de ce type n'a eu lieu depuis 2008 ; ils ont eu pour objectif de traduire au mieux la nouvelle intention de gestion de ces instruments et de refléter de manière plus fidèle leur impact sur le résultat du Groupe.

\* Les instruments financiers classés par choix dès l'origine, et de façon irrévocable, à la juste valeur par résultat. Ce classement peut s'appliquer dans les cas suivants :

- instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
- instrument présentant, sans application de la juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

Le groupe a utilisé cette option notamment dans le cadre de contrats en unité de comptes des activités d'assurance par cohérence avec le traitement s'appliquant aux passifs.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés en "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat" sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les titres à revenu fixe classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat. L'évaluation du risque de contrepartie sur ces titres est prise en compte dans la juste valeur.

En cas de transfert vers l'une des trois autres catégories, la juste valeur de l'actif financier à sa date de reclassement devient son nouveau coût ou coût amorti. Aucun gain ou perte comptabilisé avant la date du transfert ne peut être repris.

#### ■ *Actifs financiers disponibles à la vente*

##### Critère de classement et règles de transfert

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les actifs financiers non classés en "Prêts et créances", ni en "Actifs financiers détenus jusqu'à maturité" ni en "Juste valeur par résultat".

Les titres à revenu fixe peuvent être reclassés en "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" en cas de modification de l'intention de gestion, et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie, ou en "Prêts et créances" en cas de modification de l'intention de gestion, de capacité de détention du titre dans un avenir prévisible ou jusqu'à son échéance et sous réserve qu'ils satisfassent aux conditions d'éligibilité de cette catégorie. Le Groupe n'a pas pratiqué de reclassement depuis 2008.

##### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Ces actifs sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres "Gains ou pertes latents ou différés", hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat qu'en cas de cession ou de dépréciation durable. Lors de la cession, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente", ainsi que les plus et moins-values de cession. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

En cas de transfert de la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" vers les catégories "Actifs financiers détenus jusqu'à échéance" ou "Prêts et créances" d'instruments ayant une échéance fixe, et en l'absence de dépréciation, les gains ou pertes latents antérieurement différés en capitaux propres sont amortis sur la durée de vie résiduelle de l'actif. En cas de transfert d'instruments n'ayant pas une échéance fixe vers la catégorie "Prêts et créances", les gains et pertes latents antérieurement différés sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la cession des titres.

Les revenus courus ou acquis des titres à revenu fixe sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique "Intérêts et produits assimilés". Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente".

## Dépréciation et risque de crédit

\* Dépréciation durable, spécifique aux actions et autres instruments de capitaux propres :

Une dépréciation est constatée sur les actifs financiers à revenu variable disponibles à la vente en cas de baisse prolongée et significative de la juste valeur par rapport au coût.

S'agissant de titres à revenus variables, le groupe CMNE considère qu'une dévalorisation du titre d'au moins 40% par rapport à son coût d'acquisition, ou sur une période de plus de 24 mois consécutifs, entraîne une dépréciation, à l'exception des cas où l'appréciation de la juste valeur faite par le Groupe ne reflète pas une perte probable de tout ou partie du montant investi. L'analyse est effectuée ligne à ligne. L'exercice du jugement intervient également pour les titres ne remplissant pas les critères ci-dessus mais pour lesquels la Direction estime que la recouvrabilité du montant investi ne peut raisonnablement être attendue dans un avenir proche. La perte est constatée en résultat, dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente". Toute baisse ultérieure est également comptabilisée en compte de résultat.

Les dépréciations durables des actions ou autres instruments de capitaux propres passées en résultat sont irréversibles tant que l'instrument est porté au bilan. En cas d'appréciation ultérieure, celle-ci sera constatée en capitaux propres dans la rubrique "Gains ou pertes latents ou différés".

\* Dépréciation au titre du risque de crédit :

Les dépréciations sur actifs financiers à revenu fixe disponibles à la vente (obligations notamment) sont comptabilisées dans le poste "Coût du risque". En effet, seule l'existence d'un risque de crédit peut conduire à déprécier ces instruments à revenu fixe, la dépréciation en cas de perte due à une simple hausse des taux n'étant pas admise. En cas de dépréciation, l'intégralité des moins values latentes cumulées en capitaux propres doit être constatée en résultat. Ces dépréciations sont réversibles ; toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque" en cas d'amélioration de la situation de crédit de l'émetteur.

### ■ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

#### Critère de classement et règles de transfert

Cette catégorie comprend les titres à revenu fixe ou déterminable ayant une date d'échéance fixe que le groupe CMNE a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à l'échéance.

Les éventuelles opérations de couverture du risque de taux d'intérêt mises en place sur cette catégorie de titres ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Par ailleurs, les possibilités de cession ou de transfert de titres de ce portefeuille sont très limitées compte tenu des dispositions prévues par la norme IAS 39, sous peine d'entraîner le déclassement de l'ensemble du portefeuille au niveau Groupe et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant deux ans.

#### Base d'évaluation et comptabilisation des charges et produits

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes ainsi que les frais d'acquisition s'ils sont significatifs.

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat.

#### Risque de crédit

Une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une indication objective de dépréciation de l'actif, résultant d'événements survenus postérieurement à la comptabilisation initiale et susceptibles de générer une perte (risque de crédit avéré). Une analyse est effectuée à chaque arrêté, titre par titre. La dépréciation est évaluée par comparaison entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des flux futurs intégrant les garanties. Elle est constatée dans le compte de résultat à la rubrique "Coût du risque". Toute appréciation postérieure, liée à un événement survenu après la constatation de la dépréciation, est également constatée en compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque".

### © **Hiérarchie de juste valeur**

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.

- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont

notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, ...

L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau déterminé par le paramètre le plus important dans le modèle de juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

#### ⊗ *Actifs non courants destinés à être cédés*

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

#### ⊗ *Dérivés et comptabilité de couverture*

##### *Détermination de la juste valeur des dérivés*

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie (CVA) présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre (DVA) présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

S'agissant des principes retenus pour la partie relative au calcul des DVA et CVA, il est considéré que :

- les opérations internes au groupe ne sont pas concernées du fait des règles de solidarité qui s'appliquent au sein du Groupe CM CIC,

- les calculs effectués ont permis d'établir que l'impact des opérations collatéralisées (exclusivement interbancaires) n'est pas ou peu significatif, selon les règles de calcul utilisées.

De ce fait, aucune DVA / CVA n'est enregistrée à cet arrêté.

##### *Classification des dérivés et comptabilité de couverture*

#### ■ *Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat*

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat", même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

#### \* *Dérivés incorporés*

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé,

- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte,
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

#### \* Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

#### ■ *Comptabilité de couverture*

La norme IAS 39 permet trois formes de relation de couverture. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.

La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.

Le CMNE a recours à la couverture de flux de trésorerie notamment pour le TSS émis en 2004.

La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.

La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la Direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.

L'efficacité de cette couverture doit être démontrée lors de la mise en place de la relation de couverture puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert doit se situer dans un intervalle de 80 à 125 %. Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

#### \* Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés :

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat" symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou s'il s'agit d'un actif financier classé en "Actifs financiers disponibles à la vente". Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondant au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en "Actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat" et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

#### Dérivés de macro-couverture

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission Européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 ("carve-out") permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.



Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'échéancier des dérivés de couverture est mis face à celui des éléments couverts, pour vérifier qu'il n'y a pas de sur-couverture.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique "Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux" par la contrepartie du compte de résultat.

✳ Couverture de flux de trésorerie :

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat dans la rubrique "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat dans la rubrique "Produits et charges d'intérêts" au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas ; ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

## ⊗ Immobilisations et amortissements

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administratives. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique, c'est à dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

### Immobilisations corporelles :

- Constructions - gros œuvre structure : 10 - 30 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions - équipements : 10 - 25 ans
- Agencements et installations : 5 - 15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5 - 10 ans
- Matériel de sécurité : 3 - 10 ans
- Matériel roulant : 3 - 5 ans
- Matériel informatique : 3 - 5 ans

### Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1 - 3 ans

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables (comme les droits au bail) font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou

de disparition des indices de dépréciation. La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations / reprises sur amortissements et provisions des immobilisations d'exploitation" du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique "Charges des autres activités" (pour les dotations) et "Produits des autres activités" (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Gains ou pertes nets sur autres actifs".

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités".

La juste valeur des immeubles de placement est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêté : elle repose sur une évaluation de ces immeubles par référence au marché, effectuée par des experts indépendants.

### ⊗ **Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées**

Un actif non courant (ou groupe d'actifs) satisfait aux critères de définition des actifs destinés à être cédés, s'il est disponible en vue d'être vendu et, si sa vente est hautement probable et interviendra dans les douze mois.

Les actifs et passifs liés sont présentés sur deux lignes distinctes du bilan, dans les rubriques "actifs non courants destinés à être cédés" et "dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés". Ils sont comptabilisés au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de cession et ne sont plus amortis.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée sur ce type d'actifs et de passifs, une dépréciation est enregistrée en résultat.

Des activités sont considérées comme abandonnées, lorsqu'il s'agit d'activités destinées à être cédées, d'activités arrêtées, et de filiales qui ont été acquises uniquement dans la perspective d'être vendues. Elles sont présentées sur une ligne distincte du compte de résultat, dans la rubrique "gains et pertes nets d'impôts sur activités abandonnées".

### ⊗ **Contrats d'épargne réglementée**

Les comptes d'épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation),
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### ⊗ **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), non classées en juste valeur par résultat sur option, sont comptabilisées, à l'origine, à leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Ces dettes sont ensuite valorisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

### ⊗ **Activités d'assurance**

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par l'émission des contrats d'assurance sont établis conformément à la norme IFRS 4. Elle s'applique également aux contrats de réassurance, émis ou souscrits, et aux contrats financiers comportant une clause discrétionnaire de participation aux bénéfices.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance consolidées par intégration globale suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe.

### ■ *Actifs*

Les actifs financiers, immeubles de placement et immobilisations suivent les méthodes de comptabilisation décrites par ailleurs.

En revanche, les actifs financiers représentant les provisions techniques afférentes aux contrats en unités de compte sont présentés en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

### ■ *Passifs*

Les provisions techniques des contrats en unité de compte sont évaluées, à la date de clôture, sur la base de la valeur de réalisation des actifs servant de supports à ces contrats.

Les provisions des contrats d'assurance non-vie correspondent aux primes non acquises (portion des primes émises relative aux exercices ultérieurs) et aux sinistres à payer.

Les contrats d'assurance bénéficiant d'une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire font l'objet d'une "comptabilité reflet". La provision pour participation aux bénéfices différée en résultant représente la quote-part des plus et moins-values des actifs revenant aux assurés. Ces provisions pour participation aux bénéfices différée sont présentées au passif ou à l'actif, par entité juridique et sans compensation entre entités du périmètre. A l'actif, elles figurent dans un poste distinct et leur recouvrabilité est jugée sur le fondement d'une analyse des flux futurs de trésorerie en tenant compte d'hypothèses de taux servis à la clientèle et de collecte cohérente avec le business plan établi par les compagnies.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif comptabilisé sur ces contrats (nets des autres éléments d'actifs ou de passifs liés, tels que les frais d'acquisition reportés et les valeurs de portefeuille acquises) est réalisé : il est vérifié que le passif comptabilisé est suffisant pour couvrir les flux de trésorerie futurs estimés à cette date. Une insuffisance éventuelle des provisions techniques est constatée en résultat de la période (et serait reprise ultérieurement le cas échéant).

### ■ *Compte de résultat*

Les produits et charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés dans les postes "Produits des autres activités" et "Charges des autres activités".

Les produits et charges relevant des activités pour compte propre des entités d'assurance sont comptabilisés dans les rubriques qui leur sont relatives.

## Ⓢ Provisions

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un évènement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé le cas échéant pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le groupe couvrent notamment :

- les risques opérationnels,
- les engagements sociaux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges et garanties de passif,
- les risques fiscaux,
- les risques liés à l'épargne logement.

## Ⓢ Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19R. Les dispositions se traduisent pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies par :

- la constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres et des modifications de régime en résultat,
- l'application aux actifs du régime du taux d'actualisation de la dette,
- un renforcement des informations à présenter en annexe.

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste "Provisions". Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Charges de personnel", à l'exception de la part résultant des écarts actuariels qui est comptabilisée en "Gains ou pertes latents ou différés", en capitaux propres.

#### ■ Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, préretraite et retraite complémentaires dans lesquels le groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux d'émission des entreprises notées AA en fonction de la durée des engagements,
- le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories cadre / non cadre,
- les taux d'inflations, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- l'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et des hypothèses liées à la loi portant réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans
- la mortalité selon la table INSEE TH/TF 00-02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

#### ■ Indemnités de fin de carrière

Les droits des salariés à l'indemnité de départ en retraite sont calculés en fonction du temps de présence et de la rémunération brute du salarié conformément à la convention collective applicable au groupe.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en "Gains ou pertes latents ou différés", enregistrés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

#### ⊗ Paiements fondés sur base d'actions

Les paiements sur base d'actions concernent les transactions dont le paiement est fondé sur des actions émises par le Groupe, qu'ils soient dénoués par remise d'actions ou réglés en numéraire, le montant dépendant de l'évolution de la valeur des actions.

La charge supportée par le Groupe est évaluée sur la base de la juste valeur à la date de notification des options d'achat ou de souscription d'actions attribuées par certaines filiales. La charge globale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option par le nombre estimé d'options qui seront émises au terme de la période d'acquisition des droits, compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

La charge est constatée en frais de personnel dès la notification et fait l'objet d'un étalement sur la période d'acquisition des droits, sans attendre, le cas échéant, que les conditions nécessaires à l'attribution définitive soient remplies, ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Dans le cas des plans dénoués par remise d'actions, la contrepartie de la charge figure en augmentation des capitaux propres.

Pour les plans dénoués en numéraire, la contrepartie est enregistrée en dette. Ce passif fait l'objet d'une réévaluation jusqu'à son extinction, en fonction de la juste valeur de l'action. L'ajustement de valeur se fait également en frais de personnel.

#### ⊗ Dettes subordonnées

Les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Ces dettes sont valorisées au coût amorti.

## © Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du CMNE, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

## IV NOTES RELATIVES AUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

(Les notes sont présentées en milliers d'euros)

### 1. NOTES RELATIVES AU BILAN

#### Note 1 : Caisse, Banques Centrales

##### 1a. Prêts et créances sur établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Caisse, Banques centrales</b>				
Banques centrales	623 983	887 595	-263 612	-29,70%
dont réserves obligatoires	322 050	364 347	-42 297	-11,61%
Caisse	91 948	84 046	7 902	9,40%
<b>Total</b>	<b>715 931</b>	<b>971 641</b>	<b>-255 710</b>	<b>-26,32%</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>				
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	1 910 463	1 935 524	-25 061	-1,29%
Autres comptes ordinaires	272 113	266 821	5 292	1,98%
Prêts	555 786	526 563	29 223	5,55%
Autres créances	116 346	123 152	-6 806	-5,53%
Pensions	350 688	351 312	-624	-0,18%
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle	0	0	0	n.s.
Créances rattachées	10 232	16 518	-6 286	-38,06%
<b>Total</b>	<b>3 215 628</b>	<b>3 219 890</b>	<b>-4 262</b>	<b>-0,13%</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

##### 1b. Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Banques centrales</b>				
Banques centrales	0	0	0	n.s.
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>				
Autres comptes ordinaires	32 639	24 692	7 947	32,18%
Emprunts	522 361	521 175	1 186	0,23%
Autres dettes	36 073	24 422	11 651	47,71%
Pensions	1 150 688	951 312	199 376	20,96%
Dettes rattachées	1 931	2 021	-90	-4,45%
<b>Total</b>	<b>1 743 692</b>	<b>1 523 622</b>	<b>220 070</b>	<b>14,44%</b>

## Note 2 : Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

### 2a. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017			31.12.2016		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	121 964	12 489 292	12 611 256	198 395	12 589 663	12 788 058
- Effets publics	0	337 748	337 748	0	346 624	346 624
- Obligations et autres titres à revenu fixe	0	2 989 692	2 989 692	0	2 974 930	2 974 930
. Cotés	0	2 937 674	2 937 674	0	2 924 213	2 924 213
. Non cotés	0	52 018	52 018	0	50 717	50 717
- Actions et autres titres à revenu variable	121 964	9 161 852	9 283 816	198 395	9 268 109	9 466 504
. Cotés	121 964	9 132 576	9 254 540	198 395	9 238 124	9 436 519
. Non cotés	0	29 276	29 276	0	29 985	29 985
. Instruments dérivés	182 774	0	182 774	165 164	0	165 164
. Autres actifs financiers		383	383		425	425
<b>TOTAL</b>	<b>304 738</b>	<b>12 489 675</b>	<b>12 794 413</b>	<b>363 559</b>	<b>12 590 088</b>	<b>12 953 647</b>

### 2b. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	123 681	118 480	5 201	4,39%
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	119 156	116 345	2 811	2,42%
<b>TOTAL</b>	<b>242 837</b>	<b>234 825</b>	<b>8 012</b>	<b>3,41%</b>

La ligne "passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat" correspond aux obligations structurées émises par la CFCMNE jusqu'au 31 décembre 2012, classées dans cette catégorie du fait du dérivé qu'elles comprennent. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les dérivés inclus dans les obligations structurées émises ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée, en juste valeur par résultat, les obligations "vanille" étant, quant à elles, enregistrées au coût amorti.

	30.06.2017			31.12.2016		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Titres émis	119 156	101 950	17 206	116 345	101 534	14 811
<b>Total</b>	<b>119 156</b>	<b>101 950</b>	<b>17 206</b>	<b>116 345</b>	<b>101 534</b>	<b>14 811</b>

## Note 3 : Couverture

### 3a. Instruments dérivés de couverture

	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Couverture de flux de trésorerie ( Cash flow Hedge )	101	26 969	63	30 326
. Couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	30 947	70 326	32 963	96 162
<b>TOTAL</b>	<b>31 048</b>	<b>97 295</b>	<b>33 026</b>	<b>126 488</b>

### 3b. Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2017	Juste valeur 31.12.2016	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	29 368	49 813	-20 445
. de passifs financiers	2 432	2 542	-110

## Note 4 : Analyse des instruments dérivés

	30.06.2017			31.12.2016		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés de transaction</b>						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	6 516 661	166 032	78 347	6 318 977	142 190	81 632
Autres contrats fermes	616 400	0	0	372 000	0	0
Options et instruments conditionnels	0	16 742	45 334	0	22 974	36 848
<i>Instrument de change</i>						
Autres contrats fermes	0	0	0	0	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>7 133 061</b>	<b>182 774</b>	<b>123 681</b>	<b>6 690 977</b>	<b>165 164</b>	<b>118 480</b>
<b>Instruments dérivés de couverture</b>						
<i>Couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	2 549 850	30 947	70 326	2 961 850	32 963	96 162
Autres contrats fermes	838 200	0	0	490 000	0	0
<i>Couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	645 700	101	26 969	660 700	63	30 326
<b>Sous-total</b>	<b>4 033 750</b>	<b>31 048</b>	<b>97 295</b>	<b>4 112 550</b>	<b>33 026</b>	<b>126 488</b>
<b>Total</b>	<b>11 166 811</b>	<b>213 822</b>	<b>220 976</b>	<b>10 803 527</b>	<b>198 190</b>	<b>244 968</b>

## Note 5 : Actifs financiers disponibles à la vente

### 5a. Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
. Effets publics	1 584 272	1 558 411	25 861	1,66%
. Obligations et autres titres à revenu fixe	4 060 690	4 311 256	-250 566	-5,81%
- Cotés	3 649 921	4 037 805	-387 884	-9,61%
- Non cotés	410 769	273 451	137 318	50,22%
. Actions et autres titres à revenu variable	904 323	668 959	235 364	35,18%
- Cotés	32 050	23 448	8 602	36,69%
- Non cotés	872 273	645 511	226 762	35,13%
. Titres immobilisés	249 538	222 729	26 809	12,04%
- Titres de participations	29 956	32 679	-2 723	-8,33%
- Autres titres détenus à long terme	17 249	16 815	434	2,58%
- Parts dans les entreprises liées	202 333	173 235	29 098	16,80%
. Créances rattachées	72 061	94 817	-22 756	-24,00%
<b>TOTAL</b>	<b>6 870 884</b>	<b>6 856 172</b>	<b>14 712</b>	<b>0,21%</b>
Dont plus ou moins values latentes constatées en capitaux propres	252 644	239 138	13 506	5,65%
Dont actifs dépréciés	0	0	0	n.s.
Dont titres à revenu fixe dépréciés	1 165	1 408	-243	-17,26%
Dont dépréciation	-6 971	-9 673	2 702	-27,93%

Du fait de l'OPA simplifiée annoncée sur les titres CIC, ceux-ci ont été valorisés au prix de l'offre soit 390 euros.

### 5b. Liste des principales participations non consolidées

		% détenu	Capitaux propres	Total bilan	PNB ou CA	Résultat
Groupe CIC	Coté	<1	14 117 225	269 315 563	4 985 045	1 361 051
GACM	Non coté	<1	9 636 006	112 052 945	1 503 325	744 034
CCCM Paris	Non coté	13%	607 992	4 295 430	17 247	7 701

Données au 31.12.2016

## 5c. Exposition au risque souverain

### Risque souverain grec

Il n'y a plus d'exposition au risque souverain grec dans le Groupe.

### Autres expositions souveraines relatives aux GIIPS \*

(\* Greece, Ireland, Italy, Portugal, Spain)

#### Autres pays bénéficiant d'un plan de soutien

30.06.2017		
Exposition nette en K€ - Bancassurance	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente		7 429
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>7 429</b>
<b>Plus/moins values constatées en capitaux propres</b>		
		<b>0</b>

31.12.2016		
Exposition nette en K€ - Bancassurance	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat		
Actifs disponibles à la vente		17 399
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>17 399</b>
<b>Plus/moins values constatées en capitaux propres</b>		
		<b>2 839</b>

(\*) Exposition nette : après prise en compte des plus ou moins-values latentes et de la participation aux bénéfices différés revenant aux assurés pour la partie assurances.

#### Autres pays (exposition banques uniquement)

Aucune banque du Groupe n'est exposée à d'autres risques souverains.

## 6. Hiérarchie de juste valeur

30.06.2017	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	5 358 568	1 263 998	248 318	6 870 884	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	1 604 861	0	0	1 604 861	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	3 700 338	409 553	1 058	4 110 949	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	53 369	850 945	1 116	905 430	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	3 500	43 811	47 311	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	202 333	202 333	0	0
Transaction / JVO	10 017 887	2 776 526	0	12 794 413	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	337 748	0	0	337 748	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	396 323	2 593 369	0	2 989 692	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	121 964	0	0	121 964	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 161 852	0	0	9 161 852	0	0
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	383	0	383	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	182 774	0	182 774	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	31 048	0	31 048	0	0
<b>Total</b>	<b>15 376 455</b>	<b>4 071 572</b>	<b>248 318</b>	<b>19 696 345</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	0	242 837	0	242 837	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	119 156	0	119 156	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	123 681	0	123 681	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	97 295	0	97 295	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>340 132</b>	<b>0</b>	<b>340 132</b>	<b>0</b>	<b>0</b>



31.12.2016	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts* N1 => N2	Transferts* N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>						
Disponibles à la vente	5 795 320	839 536	221 316	6 856 172	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	1 579 451	0	0	1 579 451	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	4 078 852	304 258	1 058	4 384 168	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	137 017	532 211	505	669 733	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	0	3 067	46 518	49 585	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	0	0	173 235	173 235	0	0
Transaction / JVO	10 294 260	2 659 387	0	12 953 647	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	346 624	0	0	346 624	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	481 132	2 493 798	0	2 974 930	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	198 395	0	0	198 395	0	0
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 268 109	0	0	9 268 109	0	0
- Arrêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	425	0	425	0	0
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	0	165 164	0	165 164	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	33 026	0	33 026	0	0
<b>Total</b>	<b>16 089 580</b>	<b>3 531 949</b>	<b>221 316</b>	<b>19 842 845</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>						
Transaction / JVO	0	234 825	0	234 825	0	0
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	116 345	0	116 345	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	0	118 480	0	118 480	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	126 488	0	126 488	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>361 313</b>	<b>0</b>	<b>361 313</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

Niveau 1: cours coté sur un marché actif.

Niveau 2: cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables,

Niveau 3: valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

### Hiérarchie de juste valeur – Détail du niveau 3

30.06.2017	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
<b>Actifs financiers</b>												
Disponibles à la vente	221 316	8 667	24 188	-19 044	-277	231	0	29 914	-16 677	248 318	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 058	0	0	0	0	0	0	0	0	1 058	0	0
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable - DALV	505	0	0	0	0	704	0	0	-93	1 116	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	46 518	2 394	91	-4 504	-277	-473	0	-219	281	43 811	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	173 235	6 273	24 097	-14 540	0	0	0	30 133	-16 865	202 333	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>221 316</b>	<b>8 667</b>	<b>24 188</b>	<b>-19 044</b>	<b>-277</b>	<b>231</b>	<b>0</b>	<b>29 914</b>	<b>-16 677</b>	<b>248 318</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>												
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

31.12.2016	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Remboursements	Transferts	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts* N1,N2 => N3	Transferts* N3 => N1,N2
<b>Actifs financiers</b>												
Disponibles à la vente	209 725	1 948	0	-818	-200	3 278	-2 374	9 602	155	221 316	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	1 055	0	0	0	0	0	0	0	3	1 058	0	0
- Actions, TAP et autres titres à revenu variable - DALV	5 859	1	0	0	0	-5 354	0	0	-1	505	0	0
- Participations et ATDLT - DALV	40 241	1 628	0	-808	-200	8 632	-3 220	92	153	46 518	0	0
- Parts entreprises liées - DALV	162 570	319	0	-10	0	0	846	9 510	0	173 235	0	0
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>209 725</b>	<b>1 948</b>	<b>0</b>	<b>-818</b>	<b>-200</b>	<b>3 278</b>	<b>-2 374</b>	<b>9 602</b>	<b>155</b>	<b>221 316</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Passifs financiers</b>												
Transaction / JVO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

\* Seuls les transferts les plus significatifs sont renseignés, c'est-à-dire les transferts dont le montant est supérieur à 10% du montant de la ligne "Total" pour la catégorie d'actif ou de passif concerné.

## Note 7 : Compensation des actifs et passifs financiers

30.06.2017	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
<b>Actifs financiers</b>							
Dérivés	213 822	-	213 822	105 520	-	73 710	34 592
Pensions	352 486	-	352 486	175 281	-	-	177 205
<b>Total</b>	<b>566 308</b>	<b>-</b>	<b>566 308</b>	<b>280 801</b>	<b>-</b>	<b>73 710</b>	<b>211 797</b>

30.06.2017	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
<b>Passifs financiers</b>							
Dérivés	220 976	-	220 976	105 521	-	55 005	60 450
Pensions	1 150 904	-	1 150 904	175 281	800 000	-	175 623
<b>Total</b>	<b>1 371 880</b>	<b>-</b>	<b>1 371 880</b>	<b>280 802</b>	<b>800 000</b>	<b>55 005</b>	<b>236 073</b>

31.12.2016	Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
<b>Actifs financiers</b>							
Dérivés	198 190	-	198 190	109 010	-	57 682	31 498
Pensions	351 312	-	351 312	351 242	-	-	70
<b>Total</b>	<b>549 502</b>	<b>-</b>	<b>549 502</b>	<b>460 252</b>	<b>-</b>	<b>57 682</b>	<b>31 568</b>

31.12.2016	Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
				Impact des conventions-cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
<b>Passifs financiers</b>							
Dérivés	244 968	-	244 968	108 842	-	99 508	36 618
Pensions	951 544	-	951 544	351 312	600 000	-	232
<b>Total</b>	<b>1 196 512</b>	<b>-</b>	<b>1 196 512</b>	<b>460 154</b>	<b>600 000</b>	<b>99 508</b>	<b>36 850</b>

## Note 8 : Clientèle

### 8a. Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Créances saines	14 419 895	14 442 304	-22 409	-0,16%
. Créances commerciales	17 328	19 154	-1 826	-9,53%
. Autres concours à la clientèle	14 367 723	14 388 073	-20 350	-0,14%
- crédits à l'habitat	7 929 026	8 069 622	-140 596	-1,74%
- autres concours et créances diverses dont pensions	6 438 697	6 318 451	120 246	1,90%
. Créances rattachées	34 844	35 077	-233	-0,66%
Créances d'assurance et réassurance	17 183	12 194	4 989	40,91%
Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle	907 420	924 811	-17 391	-1,88%
<b>Créances brutes</b>	<b>15 344 498</b>	<b>15 379 309</b>	<b>-34 811</b>	<b>-0,23%</b>
Dépréciations individuelles	-578 762	-594 232	15 470	-2,60%
Dépréciations collectives	-25 324	-22 984	-2 340	10,18%
<b>SOUS TOTAL I</b>	<b>14 740 412</b>	<b>14 762 093</b>	<b>-21 681</b>	<b>-0,15%</b>
Location financement (investissement net)	1 404 535	1 422 196	-17 661	-1,24%
. Mobilier	946 146	940 055	6 091	0,65%
. Immobilier	407 996	441 555	-33 559	-7,60%
. Créances brutes faisant l'objet de dépréciation individuelle	50 393	40 586	9 807	24,16%
Dépréciations individuelles	-11 593	-13 418	1 825	-13,60%
<b>SOUS TOTAL II</b>	<b>1 392 942</b>	<b>1 408 778</b>	<b>-15 836</b>	<b>-1,12%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 133 354</b>	<b>16 170 871</b>	<b>-37 517</b>	<b>-0,23%</b>
dont prêts participatifs	0	0	0	n.s.
dont prêts subordonnés	0	0	0	n.s.

## Opérations de location financement avec la clientèle :

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2017
Valeur brute comptable	1 422 196	39 209	-56 868	-2	1 404 535
Dépréciations des loyers non recouvrables	-13 418	-2 675	4 500	0	-11 593
Valeur nette comptable	1 408 778	36 534	-52 368	-2	1 392 942

## 8b. Dettes envers la clientèle

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
. Comptes d'épargne à régime spécial	11 678 112	11 664 141	13 971	0,12%
- à vue	9 520 173	9 575 002	-54 829	-0,57%
- à terme	2 157 939	2 089 139	68 800	3,29%
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	50 123	8 560	41 563	485,55%
<b>Sous-total</b>	<b>11 728 235</b>	<b>11 672 701</b>	<b>55 534</b>	<b>0,48%</b>
. Comptes à vue	4 407 407	4 209 104	198 303	4,71%
. Comptes et emprunts à terme	320 961	401 256	-80 295	-20,01%
. Dettes rattachées	3 358	3 755	-397	-10,57%
. Dettes d'assurance et de réassurance	79 476	91 041	-11 565	-12,70%
<b>Sous-total</b>	<b>4 811 202</b>	<b>4 705 156</b>	<b>106 046</b>	<b>2,25%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 539 437</b>	<b>16 377 857</b>	<b>161 580</b>	<b>0,99%</b>

## Note 9 : Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
. Titres	299 596	206 714	92 882	44,93%
- Effets publics	10 003	10 004	-1	-0,01%
- Obligations et autres titres à revenu fixe	289 593	196 710	92 883	47,22%
. Cotés	30 078	47 509	-17 431	-36,69%
. Non cotés	259 515	149 201	110 314	73,94%
. Créances rattachées	5 895	6 350	-455	-7,17%
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>305 491</b>	<b>213 064</b>	<b>92 427</b>	<b>43,38%</b>
dont actifs dépréciés	0	4 683	-4 683	-100,00%
Dépréciations	0	-4 682	4 682	-100,00%
<b>TOTAL NET</b>	<b>305 491</b>	<b>208 382</b>	<b>97 109</b>	<b>46,60%</b>

## Note 10 : Evolution des provisions pour dépréciations

	31.12.2016	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2017
Prêts et créances sur la clientèle	-630 634	-63 763	70 076	8 642	-615 679
Titres à revenu fixe en AFS "disponibles à la vente"	-1 214	0	210	0	-1 004
Titres à revenu variable en AFS "disponibles à la vente"	-8 459	-62	2 555	-1	-5 967
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-4 682	0	4 682	0	0
<b>Total</b>	<b>-644 989</b>	<b>-63 825</b>	<b>77 523</b>	<b>8 641</b>	<b>-622 650</b>

## Note 11 : Instruments financiers – Reclassements

Néant

La norme de suivi jusqu'à échéance des actifs reclassés ne s'impose qu'aux valeurs réaffectées à des rubriques de "prêts". N'ayant procédé qu'à des reclassements entre catégories de titres, le Groupe ne répond donc pas à ces critères et ne renseigne cet aspect que les années où il opère un reclassement.

## Note 12 : Dettes représentées par un titre

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Bons de caisse	51 068	57 316	-6 248	-10,90%
TMI & TCN	1 622 663	2 063 395	-440 732	-21,36%
Emprunts obligataires	1 421 737	1 468 281	-46 544	-3,17%
Dettes rattachées	19 112	22 138	-3 026	-13,67%
<b>TOTAL</b>	<b>3 114 580</b>	<b>3 611 130</b>	<b>-496 550</b>	<b>-13,75%</b>

## Note 13 : Impôts

### 13a. Impôts courants

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Actif (par résultat)	63 350	67 409	-4 059	-6,02%
Passif (par résultat)	60 224	52 780	7 444	14,10%

### 13b. Impôts différés

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Actif (par résultat)	50 914	61 981	-11 067	-17,86%
Actif (par capitaux propres)	3 683	4 955	-1 272	-25,67%
Passif (par résultat)	31 607	28 388	3 219	11,34%
Passif (par capitaux propres)	36 523	32 667	3 856	11,80%

### Répartition des impôts différés par grandes catégories

	30.06.2017		31.12.2016	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. Reports fiscaux déficitaires	0	0	0	0
. Différences temporaires sur	60 642	74 175	80 554	74 673
- PV/MV différées sur titres disponibles à la vente	0	42 568	0	46 285
- autres gains/pertes latents ou différés	9 728	0	18 573	0
- provisions	57 581	9 750	64 238	4 226
- réserve latente de location financement	0	3 632	0	5 637
- autres décalages temporaires	-6 667	18 225	-2 257	18 525
. Compensation	-6 045	-6 045	-13 618	-13 618
<b>Total des actifs et passifs d'impôts différés</b>	<b>54 597</b>	<b>68 130</b>	<b>66 936</b>	<b>61 055</b>

## Note 14 : Comptes de régularisation et actifs et passifs divers

### 14a. Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Comptes de régularisation actif</b>				
Valeurs reçues à l'encaissement	4 410	21 525	-17 115	-79,51%
Produits à recevoir	21 892	25 741	-3 849	-14,95%
Comptes de régularisation divers	82 336	53 303	29 033	54,47%
<b>Sous-total</b>	<b>108 638</b>	<b>100 569</b>	<b>8 069</b>	<b>8,02%</b>
<b>Autres actifs</b>				
Dépôts de garantie versés	186 984	195 554	-8 570	-4,38%
Débiteurs divers	253 212	248 391	4 821	1,94%
Stocks et assimilés	4 434	1 866	2 568	137,62%
<b>Sous-total</b>	<b>444 630</b>	<b>445 811</b>	<b>-1 181</b>	<b>-0,26%</b>
<b>Autres actifs d'assurance</b>				
Provisions techniques - Part des réassureurs	30 716	32 458	-1 742	-5,37%
<b>Sous-total</b>	<b>30 716</b>	<b>32 458</b>	<b>-1 742</b>	<b>-5,37%</b>
<b>Total</b>	<b>583 984</b>	<b>578 838</b>	<b>5 146</b>	<b>0,89%</b>

## 14b. Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Comptes de régularisation passif</b>				
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	800	2 775	-1 975	-71,17%
Comptes d'ajustement sur devises	0	0	0	n.s.
Charges à payer	96 086	91 430	4 656	5,09%
Produits constatés d'avance	66 062	72 881	-6 819	-9,36%
Comptes de régularisation divers	61 422	65 656	-4 234	-6,45%
<b>Sous-total</b>	<b>224 370</b>	<b>232 742</b>	<b>-8 372</b>	<b>-3,60%</b>
<b>Autres passifs</b>				
Comptes de règlement sur opérations sur titres	2 092	0	2 092	n.s.
Versements restant à effectuer sur titres	427 120	402 429	24 691	6,14%
Créditeurs divers	1 974 812	2 406 885	-432 073	-17,95%
<b>Sous-total</b>	<b>2 404 024</b>	<b>2 809 314</b>	<b>-405 290</b>	<b>-14,43%</b>
<b>Autres passifs d'assurance</b>				
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>Total</b>	<b>2 628 394</b>	<b>3 042 056</b>	<b>-413 662</b>	<b>-13,60%</b>

## Note 15 : Participations dans les entreprises mises en équivalence

### Quote-part dans le résultat des entreprises MEE

30.06.2017	Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	FRANCE	10,15	118 836	4 769	315	n.c.
Siparex Proximité Innovation	FRANCE	25,97	2 139	111	265	n.c.
SA PARTNERS ASSURANCES	BELGIQUE	49,00	15 802	158	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT	FRANCE	33,05	13 162	616	545	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	51,26	6 185	-1 140	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd	HONG-KONG	49,00	1 069	40	0	n.c.
Tages Capital LLP	GRANDE-BRETAGNE	24,50	925	296	736	n.c.
2A	FRANCE	19,60	-299	-247	0	n.c.
ALGER Management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	49,00	461	-88	0	n.c.
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)	(2)		585			n.c.
Groupe La Française (écart d'acquisition sur 2A)	(2)		356			n.c.
Nord Europe Assurances (écart d'acquisition sur SA Partners assurances)	(2)		1 823			n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)		1 257			n.c.
<b>Total</b>			<b>162 301</b>	<b>4 515</b>	<b>1 861</b>	

31.12.2016	Pays	% intérêt	Valeur de MEE	QP de résultat net	Dividendes reçus (1)	JV de la participation (si cotée)
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	FRANCE	10,15	114 265	9 297	315	n.c.
Sicorfé Maintenance	FRANCE	34,00	1 618	119	0	n.c.
Siparex Proximité Innovation	FRANCE	25,93	2 288	326	265	n.c.
SA PARTNERS ASSURANCES	BELGIQUE	49,00	15 922	-66	0	n.c.
Groupe CHOLET-DUPONT	FRANCE	33,00	12 845	1 663	545	n.c.
Inflection Point Capital management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	51,17	7 290	-1 657	0	n.c.
JKC Capital Management Ltd	HONG-KONG	48,91	774	-176	0	n.c.
Tages Capital LLP	GRANDE-BRETAGNE	39,13	1 802	886	1 305	n.c.
2A	FRANCE	19,57	-51	-133	0	n.c.
ALGER Management Ltd	GRANDE-BRETAGNE	48,91	562	126	0	n.c.
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)	(2)		585			n.c.
Nord Europe Assurances (écart d'acquisition sur SA Partners assurances)	(2)		1 823			n.c.
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)	(2)		1 257			n.c.
<b>Total</b>			<b>160 980</b>	<b>10 385</b>	<b>2 430</b>	

(1) en trésorerie et en actions

(2) conformément à IAS 28, les écarts d'acquisition constatés sur des entités sous influence notable sont inclus dans la valeur des titres mis équivalence

## Données financières publiées par les principales entreprises mises en équivalence

30.06.2017	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	1 243 442	548 150	76 653	49 316	90 608	1 130 753
Sicorfé Maintenance	0	0	0	0	0	0
Siparex Proximité Innovation	13 892	5 999	644	418	-277	8 065
SA PARTNERS ASSURANCES	131 149	2 744	359	337	3 082	32 126
Groupe CHOLET-DUPONT	218 868	9 692	2 501	1 827	0	39 022
Inflection Point Capital management Ltd	8 337	747	-1 854	-1 854	0	8 170
JKC Capital Management Ltd	20 889	9 321	667	667	0	19 046
Tages Capital LLP	6 744	5 315	1 182	1 182	0	3 699
2A	7 746	4 204	-1 237	-1 237	0	-1 493
ALGER Management Ltd	1 621	1 716	-151	-151	0	811

31.12.2016	Total bilan	PNB/CA	RBE	Résultat net	OCI	Capitaux propres
<b>Entités sous influence notable</b>						
Euro Information	1 249 604	1 022 668	137 056	91 432	89 417	1 083 350
Sicorfé Maintenance	6 716	7 647	480	314	0	4 723
Siparex Proximité Innovation	15 728	13 289	1 841	1 230	-298	8 626
SA PARTNERS ASSURANCES	132 660	1 734	-126	-121	3 650	32 357
Groupe CHOLET-DUPONT	191 428	19 420	6 030	4 929	0	38 083
Inflection Point Capital management Ltd	10 085	1 471	-2 171	-2 171	0	10 024
JKC Capital Management Ltd	19 149	14 984	-3 016	-3 016	0	12 650
Tages Capital LLP	8 175	11 621	2 216	2 216	0	4 506
2A	9 339	8 990	-663	-663	0	-256
ALGER Management Ltd	2 180	4 512	206	206	0	962

N.B. : Ces données correspondent aux informations individuelles résumées des entités et sont communiquées en devises

## Rapprochement entre les informations financières résumées et la valeur de mise en équivalence

30.06.2017	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en K€	Retraitements de consolidation	Ecarts d'acquisition	Valeur de MEE
<b>Entités sous influence notable</b>					
Euro Information	1 130 753	1 130 753	-1 011 917	0	118 836
Siparex Proximité Innovation	8 065	8 065	-5 926	0	2 139
SA PARTNERS ASSURANCES	32 126	32 126	-16 324	0	15 802
Groupe CHOLET-DUPONT	39 022	39 022	-25 860	0	13 162
Inflection Point Capital management Ltd	8 170	9 291	-3 106	0	6 185
JKC Capital Management Ltd	19 046	2 138	-1 069	0	1 069
Tages Capital LLP	3 699	3 699	-2 774	0	925
2A	-1 493	-1 493	1 194	0	-299
ALGER Management Ltd	811	922	-461	0	461
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)				585	585
Groupe La Française (écart d'acquisition sur 2A)				356	356
Nord Europe Assurances (écart d'acquisition sur SA Partners assurances)				1 823	1 823
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)				1 257	1 257
<b>Total</b>		<b>1 224 524</b>	<b>-1 066 244</b>	<b>4 021</b>	<b>162 301</b>

31.12.2016	Capitaux propres en devise	Capitaux propres convertis en K€	Retraitements de consolidation	Ecarts d'acquisition	Valeur de MEE
<b>Entités sous influence notable</b>					
Euro Information	1 083 350	1 083 350	-969 085	0	114 265
Sicorfé Maintenance	4 723	4 723	-3 105	0	1 618
Siparex Proximité Innovation	8 626	8 626	-6 338	0	2 288
SA PARTNERS ASSURANCES	32 357	32 357	-16 435	0	15 922
Groupe CHOLET-DUPONT	38 083	38 083	-25 238	0	12 845
Inflection Point Capital management Ltd	10 024	11 708	-4 418	0	7 290
JKC Capital Management Ltd	12 650	1 547	-773	0	774
Tages Capital LLP	4 506	4 506	-2 704	0	1 802
2A	-256	-256	205	0	-51
ALGER Management Ltd	962	1 124	-562	0	562
La Française AM (écarts d'acquisition sur IPCM UK, Tages et Alger)				585	585
Nord Europe Assurances (écart d'acquisition sur SA Partners assurances)				1 823	1 823
Nouvelles Expertises et Talents AM (écart d'acquisition sur JKC CM Ltd)				1 257	1 257
<b>Total</b>		<b>1 185 768</b>	<b>-1 028 453</b>	<b>3 665</b>	<b>160 980</b>

## Note 16 : Immeubles de placement

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2017
Coût historique	81 378	801	-858	-1	81 320
Amortissement et dépréciation	-32 865	-1 345	19	0	-34 191
<b>Montant net</b>	<b>48 513</b>	<b>-544</b>	<b>-839</b>	<b>-1</b>	<b>47 129</b>

La juste valeur de ces immeubles (enregistrés au coût) était de 97.400 K€ au 31 décembre 2016. Elle est déterminée à dire d'expert.

## Note 17 : Immobilisations corporelles et incorporelles

### 17a. Immobilisations corporelles

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2017
<b>Coût historique</b>					
Terrains d'exploitation	15 692	0	-206	-101	15 385
Constructions d'exploitation	193 335	249	-1 012	-2 975	189 597
Autres immobilisations corporelles	286 513	7 393	-1 338	-2 810	289 758
<b>Total</b>	<b>495 540</b>	<b>7 642</b>	<b>-2 556</b>	<b>-5 886</b>	<b>494 740</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
Constructions d'exploitation	-110 279	-4 088	976	2 430	-110 961
Autres immobilisations corporelles	-185 948	-9 355	1 220	2 524	-191 559
<b>Total</b>	<b>-296 227</b>	<b>-13 443</b>	<b>2 196</b>	<b>4 954</b>	<b>-302 520</b>
<b>Montant net</b>	<b>199 313</b>	<b>-5 801</b>	<b>-360</b>	<b>-932</b>	<b>192 220</b>

## 17b. Immobilisations incorporelles

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2017
<b>Coût historique</b>					
. Immobilisations générées en interne	75 800	0	-1 384	2 552	76 968
. Immobilisations acquises	76 437	1 406	-156	-2 538	75 149
- logiciels	32 905	138	-35	-428	32 580
- autres	43 532	1 268	-121	-2 110	42 569
<b>Total</b>	<b>152 237</b>	<b>1 406</b>	<b>-1 540</b>	<b>14</b>	<b>152 117</b>
<b>Amortissement et dépréciation</b>					
. Immobilisations générées en interne	-66 414	-3 981	0	-1	-70 396
. Immobilisations acquises	-51 859	-988	156	-142	-52 833
- logiciels	-30 646	-664	35	-11	-31 286
- autres	-21 213	-324	121	-131	-21 547
<b>Total</b>	<b>-118 273</b>	<b>-4 969</b>	<b>156</b>	<b>-143</b>	<b>-123 229</b>
<b>Montant net</b>	<b>33 964</b>	<b>-3 563</b>	<b>-1 384</b>	<b>-129</b>	<b>28 888</b>

## Note 18 : Ecarts d'acquisition

	31.12.2016	Augmentation	Diminution	Autres	30.06.2017
Écart d'acquisition brut	205 186	0	0	-356	204 830
Dépréciations	-1 915	0	0	0	-1 915
<b>Écart d'acquisition net</b>	<b>203 271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-356</b>	<b>202 915</b>

\* dont 19.255 K€ correspondant au cumul des amortissements au 1/1/2005

## Détail des écarts d'acquisition

Unités de Gestion de Trésorerie (U.G.T.)	Valeur de l'EA au 31.12.2016	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres	Valeur de l'EA au 30.06.2017
Belgique	2 343					2 343
Assurances	17 807					17 807
Gestion pour Compte de Tiers	182 397				-356	182 041
Services et Autres	724					724
<b>TOTAL</b>	<b>203 271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-356</b>	<b>202 915</b>

Une approche multi-méthodologique a été retenue pour effectuer les tests de dépréciation des écarts d'acquisition sur le pôle Gestion pour Compte de Tiers (qui représentent 90% du total net du poste). Dans ce contexte et conformément aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, la juste valeur a été déterminée selon une approche multicritères : éléments de rentabilité et de risques propres, référence à des entreprises comparables dont la valeur est connue et formule de valorisation retenue dans les pactes d'actionnaires. Selon la méthode retenue, la valeur de l'UGT "Gestion pour compte de tiers" est comprise entre 567 M€ et 1.180 M€. Ces tests étant réalisés annuellement, les données chiffrées du commentaire correspondent au 31 décembre 2016.

## Note 19 : Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Vie	10 343 252	10 536 000	-192 748	-1,83%
Non vie	185 448	184 734	714	0,39%
Unités de compte	2 259 999	2 001 214	258 785	12,93%
Autres	13 111	10 345	2 766	26,74%
<b>TOTAL</b>	<b>12 801 810</b>	<b>12 732 293</b>	<b>69 517</b>	<b>0,55%</b>
Dont participation aux bénéfices différée passive	1 199 066	1 173 533	25 533	2,18%
Participation aux bénéfices différée active	0	0	0	n.s.
Part des réassureurs dans les provisions techniques	30 716	32 458	-1 742	-5,37%
<b>PROVISIONS TECHNIQUES NETTES</b>	<b>12 771 094</b>	<b>12 699 835</b>	<b>71 259</b>	<b>0,56%</b>



## Note 20 : Provisions

	31.12.2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2017
<b>Provisions pour risques</b>	<b>9 847</b>	<b>1 595</b>	<b>-320</b>	<b>-1 816</b>	<b>0</b>	<b>420</b>	<b>9 726</b>
Sur engagements par signature	1 301	726	0	-368	0	-1	1 658
Sur engagements de financement et de garantie	3 176	0	0	0	0	640	3 816
Provision pour impôt	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges	3 203	534	-316	-1 031	0	0	2 390
Provisions pour risques sur créances diverses	2 167	335	-4	-417	0	-219	1 862
<b>Autres provisions</b>	<b>39 452</b>	<b>2 549</b>	<b>-2 979</b>	<b>-2 982</b>	<b>0</b>	<b>-626</b>	<b>35 414</b>
Provision pour épargne logement	12 169	1 317	0	-4	0	1	13 483
Provisions pour éventualité diverses	24 342	1 232	-2 979	-2 978	0	-627	18 990
Autres provisions	2 941	0	0	0	0	0	2 941
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>117 489</b>	<b>5 670</b>	<b>-101</b>	<b>-4 736</b>	<b>-16 350</b>	<b>0</b>	<b>101 972</b>
<b>Total</b>	<b>166 788</b>	<b>9 814</b>	<b>-3 400</b>	<b>-9 534</b>	<b>-16 350</b>	<b>-206</b>	<b>147 112</b>

	31.12.2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2016
<b>Provisions pour risques</b>	<b>9 477</b>	<b>2 443</b>	<b>-64</b>	<b>-1 996</b>	<b>0</b>	<b>-13</b>	<b>9 847</b>
Sur engagements par signature	1 455	673	0	-827	0	0	1 301
Sur engagements de financement et de garantie	3 006	170	0	0	0	0	3 176
Provision pour impôt	59	0	-59	0	0	0	0
Provisions pour litiges	2 852	916	-3	-549	0	-13	3 203
Provisions pour risques sur créances diverses	2 105	684	-2	-620	0	0	2 167
<b>Autres provisions</b>	<b>36 633</b>	<b>13 783</b>	<b>-8 809</b>	<b>-2 045</b>	<b>0</b>	<b>-110</b>	<b>39 452</b>
Provision pour épargne logement	8 639	3 530	0	0	0	0	12 169
Provisions pour éventualité diverses	26 999	8 234	-8 736	-2 045	0	-110	24 342
Autres provisions	995	2 019	-73	0	0	0	2 941
<b>Provisions pour engagements de retraite</b>	<b>100 620</b>	<b>14 279</b>	<b>-15 062</b>	<b>-234</b>	<b>17 853</b>	<b>33</b>	<b>117 489</b>
<b>Total</b>	<b>146 730</b>	<b>30 505</b>	<b>-23 935</b>	<b>-4 275</b>	<b>17 853</b>	<b>-90</b>	<b>166 788</b>

La variation de juste valeur est liée à l'évolution des écarts actuariels sur les Indemnités de Fin de Carrière.

### Provisions PEL / CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	1 244 868	228 850	387 191	1 860 909
Montant des provisions sur PEL	10 201	1 918	13	12 132
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				227 706
Montant des provisions sur CEL				1 043
Dotations Provisions EL				(1 317)
Reprises Provisions EL				4
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				21 073
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				308

## Engagements de retraite et avantages similaires

	31.12.2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	30.06.2017
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	112 841	5 670	-4 837	-16 350	0	97 324
Compléments de retraite	1 535	0	0	0	0	1 535
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	3 113	0	0	0	0	3 113
<b>Total comptabilisé</b>	<b>117 489</b>	<b>5 670</b>	<b>-4 837</b>	<b>-16 350</b>	<b>0</b>	<b>101 972</b>

	31.12.2015	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Variation de juste valeur	Autres variations	31.12.2016
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière	97 207	13 044	-15 296	17 853	33	112 841
Compléments de retraite	1 312	223	0	0	0	1 535
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	2 101	1 012	0	0	0	3 113
<b>Total comptabilisé</b>	<b>100 620</b>	<b>14 279</b>	<b>-15 296</b>	<b>17 853</b>	<b>33</b>	<b>117 489</b>

La variation de juste valeur provient des écarts actuariels (voir tableau provisions ci-dessus)

## Note 21 : Dettes subordonnées

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Dettes subordonnées	808 727	811 600	-2 873	-0,35%
Dettes subordonnées à durée indéterminée	145 802	149 205	-3 403	-2,28%
Dettes rattachées	8 664	7 098	1 566	22,06%
<b>TOTAL</b>	<b>963 193</b>	<b>967 903</b>	<b>-4 710</b>	<b>-0,49%</b>

## Caractéristiques des principales dettes subordonnées

en M€	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice	Échéance
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée CFCMNE	2004	150 000	150 000	-
- détention groupe CMNE		-18 320	- 13 762	
TSR structurés CFCMNE (8 lignes)	2014	41 600	41 600	2024
TSR structurés CFCMNE (2 lignes)	2014	175 000	175 000	2026
- détention groupe CMNE			- 2 504	
TSR structurés CFCMNE (3 lignes)	2015	55 000	55 000	2025
TSR CFCMNE (1 ligne)	2015	40 000	40 000	2027
- détention groupe CMNE			- 369	
TSR structuré CFCMNE (1 ligne)	2015	50 000	50 000	2030
TSR CFCMNE (1 ligne)	2016	300 000	300 000	2026
TSR ACMN Vie	2014	150 000	150 000	2024
Autres			9 564	
Dettes rattachées			8 664	
			<b>963 193</b>	

## Note 22 : Capitaux propres

### 22a. Capitaux propres part du Groupe (hors résultat et gains et pertes latents)

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Capital et réserves liées au capital	1 293 271	1 279 521	13 750	1,07%
- Capital	1 290 521	1 276 771	13 750	1,08%
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	2 750	2 750	0	0,00%
Réserves consolidées	1 389 398	1 209 260	180 138	14,90%
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	1 467 048	1 286 911	180 137	14,00%
- Report à nouveau	-77 650	-77 651	1	0,00%
<b>Total</b>	<b>2 682 669</b>	<b>2 488 781</b>	<b>193 888</b>	<b>7,79%</b>

## 22b. Gains ou pertes latents différés part du Groupe

	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Gains ou pertes latents ou différés * liés aux :				
- actifs disponibles à la vente	206 808	189 093	17 715	9,37%
- dérivés de couverture (CFH)	-16 103	-17 713	1 610	-9,09%
- réserves de conversion	-1 751	-1 246	-505	40,53%
- autres	-7 612	-17 865	10 253	-57,39%
<b>Total</b>	<b>181 342</b>	<b>152 269</b>	<b>29 073</b>	<b>19,09%</b>

\* soldes net d'IS et après traitement de la comptabilité reflet

## 22c. Entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs

30.06.2017	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	3 969	30 465	7 915	208 049	8 100	2 006	21 311
North Europe Life Belgium	49%	1 255	17 338	2 335	388 776	2 561	2 968	6 693

31.12.2016	Part des intérêts minoritaires dans les comptes consolidés				Informations financières relatives à l'entité intégrée globalement*			
	Pourcentage d'intérêt	Résultat net revenant aux minoritaires	Montant dans les capitaux propres des intérêts minoritaires	Dividendes versés aux minoritaires	Total bilan	Résultat net	OCI	PNB
ACMN IARD	49%	7 079	31 526	9 210	208 009	14 447	2 462	39 646
North Europe Life Belgium	49%	1 085	18 680	-	385 237	4 019	3 154	12 013

\* Montants avant élimination des comptes et opérations réciproques.

Cette information est communiquée pour les entités dont la part des minoritaires représente au moins 10% du total des intérêts minoritaires.

## Note 23 : Engagements donnés et reçus

Engagements donnés	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements en faveur d'établissements de crédit	48 746	51 996	-3 250	-6,25%
Engagements en faveur de la clientèle	2 402 506	2 334 967	67 539	2,89%
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	50 077	30 178	19 899	65,94%
Engagements d'ordre de la clientèle	441 653	437 177	4 476	1,02%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements donnés	951	1 010	-59	-5,84%

Engagements reçus	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
<b>Engagements de financement</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 295 733	801 120	494 613	61,74%
Engagements reçus de la clientèle	0	0	0	n.s.
<b>Engagements de garantie</b>				
Engagements reçus d'établissements de crédit	2 967 970	3 035 529	-67 559	-2,23%
Engagements reçus de la clientèle	5 834 050	5 792 322	41 728	0,72%
<b>Engagements sur titres</b>				
Autres engagements reçus	951	43 010	-42 059	-97,79%

## Titres et valeurs donnés en pension

Titres et valeurs donnés en pension	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Actifs donnés en pension	350 688	175 000	175 688	100,39%
Passifs associés	1 114 615	926 890	187 725	20,25%
<b>Total</b>	<b>1 465 303</b>	<b>1 101 890</b>	<b>363 413</b>	<b>32,98%</b>

## Actifs donnés en garantie de passif

Autres actifs donnés en garantie de passif	30.06.2017	31.12.2016	Variation	
Titres prêtés	262 176	269 777	-7 601	-2,82%
Dépôts de garantie sur opérations de marché	186 984	195 554	-8 570	-4,38%
<b>Total</b>	<b>449 160</b>	<b>465 331</b>	<b>-16 171</b>	<b>-3,48%</b>

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

### Note 24 : Intérêts et produits / charges assimilés

	30.06.2017		30.06.2016		31.12.2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	12 207	-3 364	17 657	-8 345	31 739	-13 732
. Clientèle	485 301	-249 338	507 905	-253 898	1 003 588	-505 535
- dont location financement et location simple	211 320	-193 426	207 693	-188 771	416 871	-380 545
. Instruments dérivés de couverture	-6 943	-19 434	3 835	-20 269	5 059	-39 731
. Actifs financiers disponibles à la vente	19 689		17 998		40 389	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 612		3 609		5 865	
. Dettes représentées par un titre		-32 141		-32 884		-64 605
. Dettes subordonnées		-4 523		-4 250		-8 916
<b>TOTAL</b>	<b>511 866</b>	<b>-308 800</b>	<b>551 004</b>	<b>-319 646</b>	<b>1 086 640</b>	<b>-632 519</b>
Dont produits et charges d'intérêt calculés au TIE	<b>518 809</b>	<b>-289 366</b>	<b>547 169</b>	<b>-299 377</b>	<b>1 081 581</b>	<b>-592 788</b>
Dont intérêts sur passifs au cout amorti		-289 366		-299 377		-592 788

### Note 25 : Commissions

	30.06.2017		30.06.2016		31.12.2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	780	-193	870	-189	1 242	-332
Clientèle	44 226	-805	40 567	-801	83 174	-1 580
Titres	11 785	-537	12 407	-640	22 890	-868
dont activités gérées pour compte de tiers	2 102		2 597		3 104	
Instruments dérivés	1	0	1	0	2	0
Change	90	0	113	0	193	0
Engagements de financement et de garantie	51	-209	60	-352	117	-411
Prestations de services	45 585	-24 904	41 849	-23 278	83 050	-48 911
<b>TOTAL</b>	<b>102 518</b>	<b>-26 648</b>	<b>95 867</b>	<b>-25 260</b>	<b>190 668</b>	<b>-52 102</b>

### Note 26 : Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Instruments de transaction	35 232	-14 915	50 147	-336,22%	39 842
Instruments à la juste valeur sur option	13 553	12 717	836	6,57%	4 574
Inefficacité des couvertures	-658	5 318	-5 976	-112,37%	1 995
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	-658	5 318	-5 976	-112,37%	1 995
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-10 945	43 444	-54 389	-125,19%	15 503
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	10 287	-38 126	48 413	-126,98%	-13 508
Résultat de change	447	87	360	413,79%	1 291
<b>Total des variations de juste valeur</b>	<b>48 574</b>	<b>3 207</b>	<b>45 367</b>	<b>n.s.</b>	<b>47 702</b>
dont dérivés de transaction	35 810	-11 594	47 404	-408,87%	40 546

## Note 27 : Gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2017			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		-185	0	-185
. Actions et autres titres à revenu variable	4 749	6 645	1 368	12 762
. Titres immobilisés	6 303	-66	1 125	7 362
. Autres	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>11 052</b>	<b>6 394</b>	<b>2 493</b>	<b>19 939</b>

	30.06.2016			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		974	0	974
. Actions et autres titres à revenu variable	4 831	1 034	-51	5 814
. Titres immobilisés	5 430	-311	-14	5 105
. Autres	0	-107	0	-107
<b>Total</b>	<b>10 261</b>	<b>1 590</b>	<b>-65</b>	<b>11 786</b>

	31.12.2016			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		15 206	0	15 206
. Actions et autres titres à revenu variable	17 852	5 782	-2 931	20 703
. Titres immobilisés	8 095	-170	-387	7 538
. Autres	0	-107	0	-107
<b>Total</b>	<b>25 947</b>	<b>20 711</b>	<b>-3 318</b>	<b>43 340</b>

## Note 28 : Produits et charges des autres activités

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
	<b>Produits des autres activités</b>				
. Contrats d'assurance	776 475	644 457	132 018	20,49%	1 362 055
. Immeubles de placement :	1 999	1 133	866	76,43%	2 465
- reprises de provisions/amortissements	0	1 133	-1 133	-100,00%	2 000
- plus values de cession	1 999	0	1 999	n.s.	465
. Charges refacturées	4 290	4 662	-372	-7,98%	15 772
. Autres produits	186 516	136 662	49 854	36,48%	324 737
<b>Sous-total</b>	<b>969 280</b>	<b>786 914</b>	<b>182 366</b>	<b>23,17%</b>	<b>1 705 029</b>
<b>Charges des autres activités</b>					
. Contrats d'assurance	-644 659	-533 219	-111 440	20,90%	-1 119 791
. Immeubles de placement :	-2 202	-1 345	-857	63,72%	-5 184
- dotations aux provisions/amortissements	-1 344	-1 345	1	-0,07%	-2 753
- moins values de cession	-858	0	-858	n.s.	-2 431
. Autres charges	-76 539	-53 945	-22 594	41,88%	-134 674
<b>Sous-total</b>	<b>-723 400</b>	<b>-588 509</b>	<b>-134 891</b>	<b>22,92%</b>	<b>-1 259 649</b>
<b>Total net des autres produits et charges</b>	<b>245 880</b>	<b>198 405</b>	<b>47 475</b>	<b>23,93%</b>	<b>445 380</b>

## Détail des produits nets des activités d'assurance

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
	Primes acquises	548 630	537 058	11 572	2,15%
Charges des prestations	-588 521	-472 961	-115 560	24,43%	-911 566
Variations des provisions	-45 169	-47 756	2 587	-5,42%	-181 746
Autres charges et produits techniques et non techniques	-6 921	-4 775	-2 146	44,94%	-14 450
Produits nets des placements	223 797	99 672	124 125	124,53%	338 928
<b>Total</b>	<b>131 816</b>	<b>111 238</b>	<b>20 578</b>	<b>18,50%</b>	<b>242 264</b>

## Note 29 : Frais généraux

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
	Charges de personnel	-233 654	-223 753	-9 901	4,42%
Autres charges	-203 478	-196 134	-7 344	3,74%	-375 357
<b>TOTAL</b>	<b>-437 132</b>	<b>-419 887</b>	<b>-17 245</b>	<b>4,11%</b>	<b>-825 432</b>

## 29a. Charges de personnel

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Salaires et traitements	-140 930	-135 273	-5 657	4,18%	-273 822
Charges sociales	-65 820	-62 662	-3 158	5,04%	-123 795
Intéressement et participation des salariés	-11 090	-11 568	478	-4,13%	-25 920
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-15 814	-13 861	-1 953	14,09%	-26 315
Autres	0	-389	389	-100,00%	-223
<b>TOTAL</b>	<b>-233 654</b>	<b>-223 753</b>	<b>-9 901</b>	<b>4,42%</b>	<b>-450 075</b>

Depuis 2012, cinq plans d'attribution gratuite d'actions ont été mis en place par une entité du Groupe. Les bénéficiaires sont choisis selon la nature et la technicité des fonctions qu'ils exercent. L'attribution est conditionnée au maintien du bénéficiaire en situation de salarié du pôle. Les droits résultant de l'attribution gratuite d'actions sont incessibles jusqu'au terme de la période d'acquisition. La période minimale d'acquisition est de deux ans (dix-huit mois pour le plan 2015, trente-six pour le plan 2016) et la durée minimale de conservation à l'issue de la période d'acquisition est également de deux ans.

La Caisse Fédérale ayant pris l'engagement de racheter ces actions, sur option du porteur, ces émissions sont traitées en "cash settled" et la valeur des titres est enregistrée en charges de personnel à la date de notification, par contrepartie d'une dette dont la réévaluation à chaque arrêté et jusqu'à son extinction est également constatée en frais de personnel.

Les effets de ces plans d'attribution d'actions gratuites sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Date d'attribution	Nombre d'actions		30.06.2017				Nombre d'actions		31.12.2016			
	attribuées	acquises	Valeur de rachat	Pourcentage d'acquisition	Charge de l'exercice	Dette cumulée	attribuées	acquises	Valeur de rachat	Pourcentage d'acquisition	Charge de l'exercice	Dette cumulée
Plan 2012	20 060	19 740	194,90	100%	314	3 847	20 060	19 740	179	100%	55	3 533
Plan 2013	18 147	18 147	194,90	100%	289	3 537	18 147	18 147	179	100%	51	3 248
Plan 2014	29 400	28 086	194,90	100%	447	5 474	29 400	28 086	179	100%	495	5 027
Plan 2015	29 710	27 621	194,90	100%	794	5 383	29 710	29 710	179	86%	3 826	4 589
Plan 2016 *	30 187	30 187	194,90	32%	1 225	1 854	30 187	30 187	179	12%	629	629
<b>TOTAL</b>					<b>3 068</b>	<b>20 095</b>					<b>5 056</b>	<b>17 027</b>

\* nombre d'actions acquises estimé

## Effectifs moyens

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Techniciens de la banque	2 385	2 413	-28	-1,16%	2 414
Cadres	2 298	2 214	84	3,79%	2 217
<b>Total</b>	<b>4 683</b>	<b>4 627</b>	<b>56</b>	<b>1,21%</b>	<b>4 631</b>

## 29b. Autres charges d'exploitation

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Impôts et taxes	-31 617	-33 899	2 282	-6,73%	-43 692
Services extérieurs	-117 267	-108 949	-8 318	7,63%	-212 009
Autres charges diverses	-36 177	-33 088	-3 089	9,34%	-80 116
<b>Total</b>	<b>-185 061</b>	<b>-175 936</b>	<b>-9 125</b>	<b>5,19%</b>	<b>-335 817</b>

## 29c. Dotations / reprises sur amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Amortissements :	-18 417	-20 198	1 781	-8,82%	-39 540
- immobilisations corporelles	-13 447	-14 600	1 153	-7,90%	-28 518
- immobilisations incorporelles	-4 970	-5 598	628	-11,22%	-11 022
Dépréciations :	0	0	0	n.s.	0
<b>Total</b>	<b>-18 417</b>	<b>-20 198</b>	<b>1 781</b>	<b>-8,82%</b>	<b>-39 540</b>

## Note 30 : Coût du risque

30.06.2017	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-425	0	-425
Clientèle	-60 817	63 863	-8 054	-1 701	236	-6 473
. Location financement	-827	929	-104	-33	18	-17
. Autres - clientèle	-59 990	62 934	-7 950	-1 668	218	-6 456
<b>Sous total</b>	<b>-60 817</b>	<b>63 863</b>	<b>-8 054</b>	<b>-2 126</b>	<b>236</b>	<b>-6 898</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	4 679	0	0	0	4 679
Actifs financiers disponibles à la vente	0	210	-25	0	0	185
Autres	-1 064	2 297	0	-10	0	1 223
<b>Total</b>	<b>-61 881</b>	<b>71 049</b>	<b>-8 079</b>	<b>-2 136</b>	<b>236</b>	<b>-811</b>

30.06.2016	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-305	0	-305
Clientèle	-28 790	30 192	-5 420	-1 462	217	-5 263
. Location financement	-871	689	-198	-27	0	-407
. Autres - clientèle	-27 919	29 503	-5 222	-1 435	217	-4 856
<b>Sous total</b>	<b>-28 790</b>	<b>30 192</b>	<b>-5 420</b>	<b>-1 767</b>	<b>217</b>	<b>-5 568</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	2	0	0	0	2
Actifs financiers disponibles à la vente	-10	0	0	0	0	-10
Autres	-927	797	0	-5	0	-135
<b>Total</b>	<b>-29 727</b>	<b>30 991</b>	<b>-5 420</b>	<b>-1 772</b>	<b>217</b>	<b>-5 711</b>

31.12.2016	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	0	0	-614	0	-614
Clientèle	-121 311	114 927	-11 024	-3 201	518	-20 091
. Location financement	-1 384	1 103	-150	-24	0	-455
. Autres - clientèle	-119 927	113 824	-10 874	-3 177	518	-19 636
<b>Sous total</b>	<b>-121 311</b>	<b>114 927</b>	<b>-11 024</b>	<b>-3 815</b>	<b>518</b>	<b>-20 705</b>
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	122	0	0	0	122
Actifs financiers disponibles à la vente	-645	286	-119	0	1 288	810
Autres	-2 714	1 556	0	-61	0	-1 219
<b>Total</b>	<b>-124 670</b>	<b>116 891</b>	<b>-11 143</b>	<b>-3 876</b>	<b>1 806</b>	<b>-20 992</b>

## Note 31 : Gains ou pertes sur autres actifs

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Immobilisations corporelles et incorporelles	719	-36	755	n.s.	236
. Moins-values de cession	-33	-97	64	-65,98%	-470
. Plus-values de cession	752	61	691	n.s.	706
Gains ou pertes nets sur titres consolidés	0	0	0	n.s.	33 267
<b>TOTAL</b>	<b>719</b>	<b>-36</b>	<b>755</b>	<b>n.s.</b>	<b>33 503</b>

## Note 32 : Variations de valeur des écarts d'acquisition

Néant

## Note 33 : Impôt sur les bénéfices

### Décomposition de la charge d'impôt

	30.06.2017	30.06.2016	Variation		31.12.2016
Charge d'impôt exigible	-48 186	-38 691	-9 495	24,54%	-102 820
Charge d'impôt différé	-14 489	2 392	-16 881	-705,73%	-6 025
Ajustements au titre des exercices antérieurs	799	740	59	7,97%	1 497
<b>TOTAL</b>	<b>-61 876</b>	<b>-35 559</b>	<b>45 472</b>	<b>-42,36%</b>	<b>-107 348</b>

## NOTES RELATIVES A L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

### Note 34 : Recyclage des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2017	30.06.2016	31.12.2016
	Mouvements	Mouvements	Mouvements
<b>Ecarts de conversion</b>			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	-493	-1 049	-3 094
<b>Sous-total</b>	<b>-493</b>	<b>-1 049</b>	<b>-3 094</b>
<b>Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente</b>			
Reclassement vers le résultat	-247	-38	-4 936
Autres mouvements	17 764	5 747	-2 591
<b>Sous-total</b>	<b>17 517</b>	<b>5 709</b>	<b>-7 527</b>
<b>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</b>			
Reclassement vers le résultat	0	0	0
Autres mouvements	1 610	-2 124	2 775
<b>Sous-total</b>	<b>1 610</b>	<b>-2 124</b>	<b>2 775</b>
<b>Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies</b>	<b>10 253</b>	<b>-8 503</b>	<b>-11 761</b>
<b>Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE</b>	<b>-157</b>	<b>1 192</b>	<b>2 969</b>
<b>TOTAL</b>	<b>28 730</b>	<b>-4 775</b>	<b>-16 638</b>

### Note 35 : Impôt relatif à chaque composante des gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	30.06.2017			30.06.2016			31.12.2016		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	-493	0	-493	-1 049	0	-1 049	-3 094	0	-3 094
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	13 799	3 718	17 517	8 913	-3 204	5 709	-11 062	3 535	-7 527
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	4 359	-2 749	1 610	-3 240	1 116	-2 124	4 232	-1 457	2 775
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	16 351	-6 098	10 253	-12 909	4 406	-8 503	-17 855	6 094	-11 761
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-293	136	-157	1 258	-66	1 192	3 950	-981	2 969
<b>Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>33 723</b>	<b>-4 993</b>	<b>28 730</b>	<b>-7 027</b>	<b>2 252</b>	<b>-4 775</b>	<b>-23 829</b>	<b>7 191</b>	<b>-16 638</b>

## V INFORMATIONS SECTORIELLES

En matière d'information sectorielle, le CMNE communique sur deux niveaux. L'information par secteur d'activité constitue le premier niveau, et celle par secteur géographique le second niveau.

### 📍 Information sectorielle par activité. Premier niveau

Le groupe CMNE est organisé selon six pôles d'activité :

- Bancassurance France
- Bancassurance Belgique
- Entreprises
- Assurances
- Gestion pour compte de tiers
- Services et activités diverses



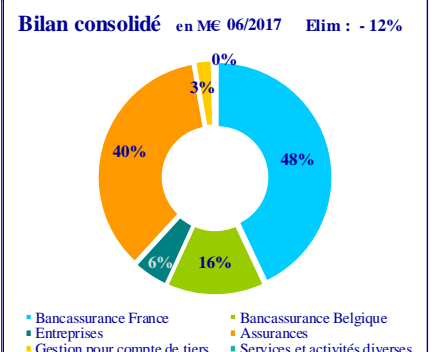
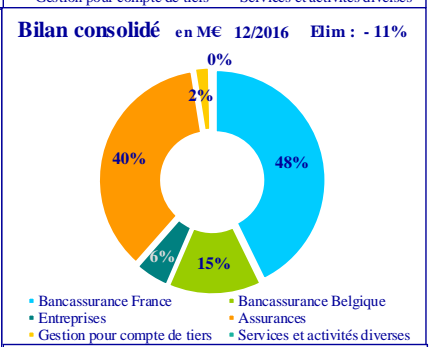
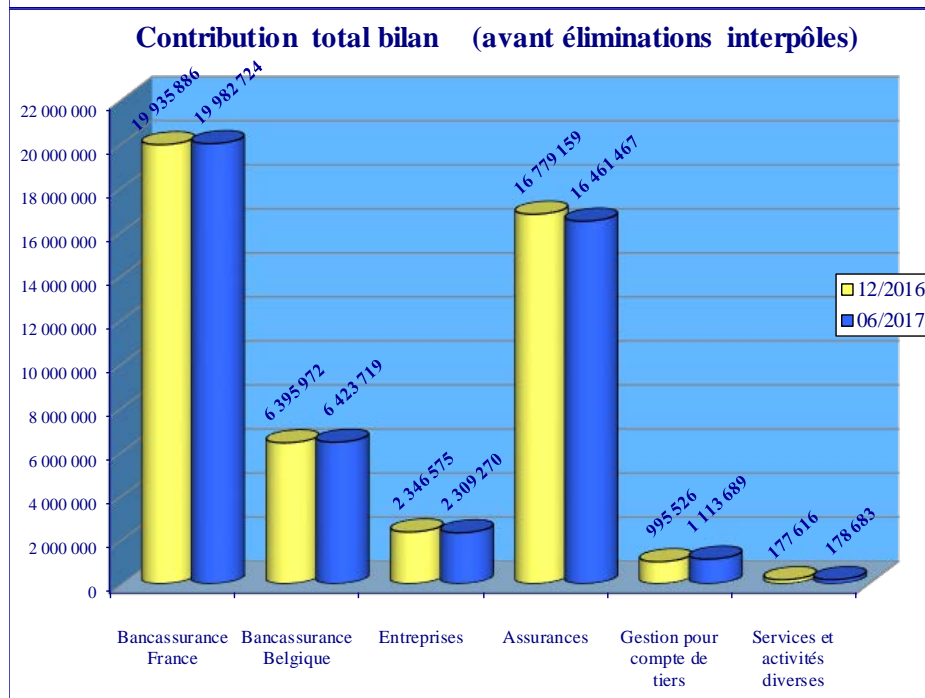
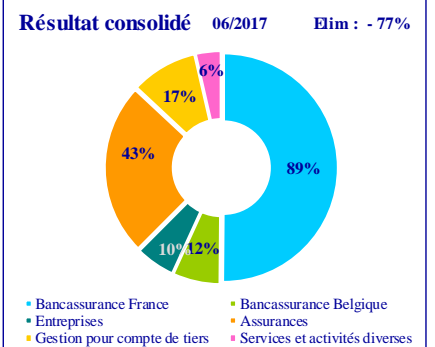
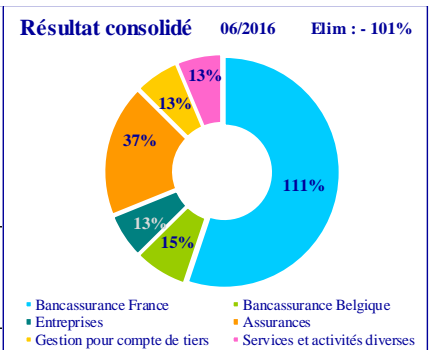
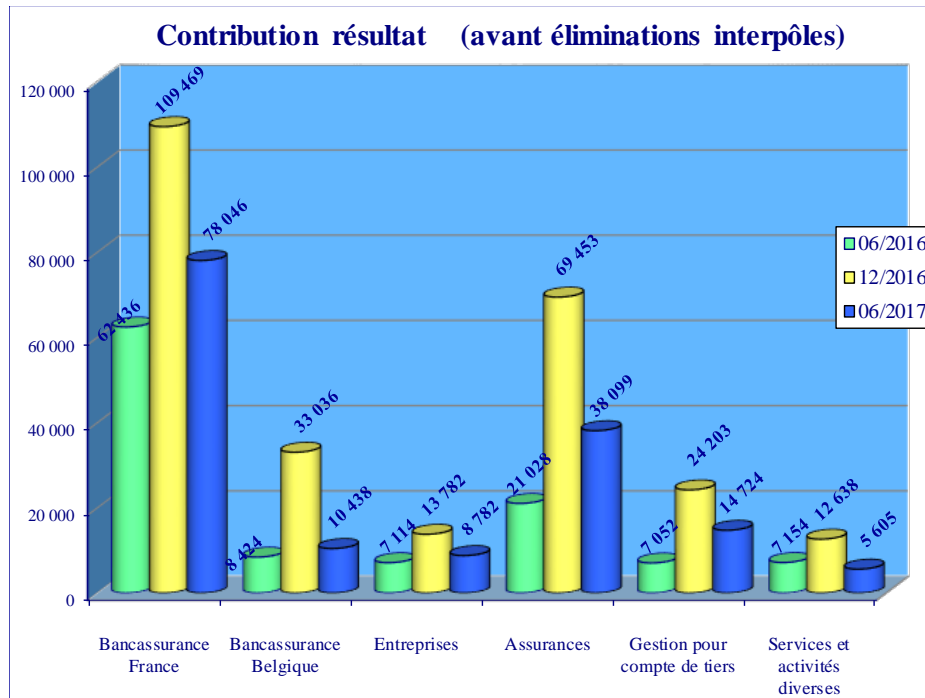
Le détail des entités composant chacun de ces pôles d'activité est donné dans les tableaux suivants :

Société	Activité	2016			2017		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><u>Bancassurance France</u></b>							
<i>Crédit Mutuel Nord Europe</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	Sté mère	100,00	100,00	Sté mère
Cumul SCI	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
FCP Richebé Gestion	Fonds dédié	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CMNE Home Loans FCT	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
GIE CMN Prestations	Groupement de moyens	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Immobilière du CMN	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
THEIA	Immobilier	80,00	80,00	IG	80,00	80,00	IG
<b><u>Bancassurance Belgique</u></b>							
<i>CMNE Belgium</i>	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
BKCP Immo IT SCRL	Société de moyens	95,96	95,96	IG	95,96	95,96	IG
BKCP Securities	Gestion de patrimoine	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Beobank	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Immo W16	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Mobilease	Leasing mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
OBK SCRL	Opérations financières	99,99	100,00	IG	99,99	100,00	IG
<b><u>Entreprises</u></b>							
<i>BCMNE</i>	Etablissement de crédit	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Bail Actéa	Crédit bail mobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Lease	Crédit bail immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Partenariat	Capital Développement	99,65	99,65	IG	99,65	99,65	IG
<b><u>Assurances</u></b>							
<i>Nord Europe Assurances</i>	Gestion collective assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
ACMN IARD	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
ACMN Vie	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
CP - BK Reinsurance	Ré assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Courtage CMNE	Courtage assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Life Luxembourg	Assurance	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Nord Europe Retraite	Gestion PERP	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SA Partners Assurances	Assurance	49,00	49,00	MEE	49,00	49,00	MEE
North Europe Life Belgium	Assurance	51,00	51,00	IG	51,00	51,00	IG
SPV JARNA	Gestion d'actifs	97,83	100,00	IG	98,00	100,00	IG

Société	Activité	2016			2017		
		% Intérêt	% Contrôle	Méthode	% Intérêt	% Contrôle	Méthode
<b><i>Gestion pour compte de tiers</i></b>							
<b>Groupe La Française</b>	Gestion collective	97,83	97,84	IG	98,00	98,00	IG
2A	Gestion d'actifs	19,57	20,00	MEE	19,60	20,00	MEE
Alger Management LTD	Gestion d'actifs	48,91	50,00	MEE	49,00	50,00	MEE
CD Partenaires	Gestion d'actifs	73,24	74,87	IG	73,37	74,87	IG
FCT LFP Créances Immobilières	Gestion d'actifs	58,37	58,37	IG	58,37	58,37	IG
SNC Groupe La Française	Groupe de moyens	97,73	99,90	IG	0,00	0,00	NC
Groupe Cholet-Dupont	Gestion d'actifs	33,00	33,73	MEE	33,05	33,73	MEE
Inflection Point Capital Management UK LD	Gestion d'actifs	51,17	49,00	MEE	51,26	49,00	MEE
JKC Capital Management Limited	Gestion d'actifs	48,91	50,00	MEE	49,00	50,00	MEE
La Française AM	Gestion collective	97,83	100,00	IG	97,99	100,00	IG
La Française AM Finance Services	Immobilier	97,83	100,00	IG	98,00	100,00	IG
La Française AM IBERIA	Gestion d'actifs	64,57	66,00	IG	0,00	0,00	NC
La Française AM International	Gestion de patrimoine	97,83	100,00	IG	98,00	100,00	IG
La Française Global Investments	Etablissement de crédit	98,70	100,00	IG	98,80	100,00	IG
La Française Forum Securities Limited	Gestion d'actifs	78,26	80,00	IG	97,99	100,00	IG
La Française Global REIM	Gestion d'actifs	97,83	100,00	IG	98,00	100,00	IG
La Française Inflection Point	Gestion d'actifs	74,97	51,00	IG	75,10	51,00	IG
La Française Investment Solutions	Gestion d'actifs	46,54	56,04	IG	46,62	56,04	IG
La Française Real Estate Managers	Gestion collective	93,87	95,96	IG	94,03	95,96	IG
La Française Real Estate Partners	Gestion d'actifs	61,02	65,00	IG	61,12	65,00	IG
LFF Real Estate Partners Limited	Gestion d'actifs	79,79	85,00	IG	94,03	100,00	IG
New Alpha Asset Management	Gestion d'actifs	97,83	100,00	IG	83,30	85,00	IG
Nouvelles Expertises et Talents AM	Capital Développement	97,83	100,00	IG	98,00	100,00	IG
Siparex Proximité Innovation	Gestion collective	25,93	26,50	MEE	25,97	26,50	MEE
TAGES Capital LLP	Gestion d'actifs	39,13	40,00	MEE	24,50	25,00	MEE
UFG PM	Gestion immobilière	93,87	100,00	IG	0,00	0,00	IG
<b><i>Services et activités diverses</i></b>							
Actéa Environnement	Gestion immobilière	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Euro Information SAS	Informatique	10,15	10,15	MEE	10,15	10,15	MEE
Financière Nord Europe	Gestion collective	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Fininmad	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
NEPI	Opérations financières	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
SCI Centre Gare	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG
Sicorfé Maintenance	Services	34,00	34,00	MEE	0,00	0,00	NC
Transactimmo	Immobilier	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	IG

## Résumé des contributions par pôles

	PNB		RBE		Résultat consolidé			Total bilan consolidé	
	12/2016	06/2017	12/2016	06/2017	06/2016	12/2016	06/2017	12/2016	06/2017
Bancassurance France	451 379	275 102	125 497	103 128	62 436	109 469	78 046	19 935 886	19 982 724
Bancassurance Belgique	304 997	146 077	48 962	9 811	8 424	33 036	10 438	6 395 972	6 423 719
Entreprises	56 364	28 080	26 279	12 600	7 114	13 782	8 782	2 346 575	2 309 270
Assurances	187 052	99 272	117 013	66 947	21 028	69 453	38 099	16 779 159	16 461 467
Gestion pour compte de tiers	184 791	113 888	39 435	31 739	7 052	24 203	14 724	995 526	1 113 689
Services et activités diverses	6 527	1 793	4 893	1 098	7 154	12 638	5 605	177 616	178 683
Eliminations entre pôles	-62 001	-70 883	-58 402	-69 126	-56 976	-58 038	-67 584	-4 807 929	-5 037 035
<b>Total</b>	<b>1 129 109</b>	<b>593 329</b>	<b>303 677</b>	<b>156 197</b>	<b>56 232</b>	<b>204 543</b>	<b>88 110</b>	<b>41 822 805</b>	<b>41 432 517</b>



## Synthèse bilan et résultat par pôles

ACTIF	31.12.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		414 486	-	-	12 570 468	221 885	-	(253 192)	12 953 647
Instruments dérivés de couverture		79 757	2 300	-	-	-	-	(49 031)	33 026
Actifs financiers disponibles à la vente		3 702 976	1 275 956	6 568	3 557 114	89 966	31 968	(1 808 376)	6 856 172
Prêts et créances sur établissements de crédit		5 274 191	543 757	86 574	476 115	55 367	5 597	(2 250 070)	4 191 531
Prêts et créances sur la clientèle		9 691 613	4 429 240	2 238 893	55 407	172 682	-	(416 964)	16 170 871
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		29 510	17 591	2 712	-	-	-	-	49 813
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		193 941	14 441	-	-	-	-	-	208 382
Comptes de régularisation et actifs divers		382 380	41 432	10 089	95 238	226 786	4 709	(47 312)	713 322
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	17 745	-	115 884	(1)	160 980
Immobilisations corporelles et incorporelles		167 032	68 912	1 739	1 432	26 339	18 734	(2 398)	281 790
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	175 149	724	19 415	203 271
<b>TOTAL</b>		<b>19 935 886</b>	<b>6 395 972</b>	<b>2 346 575</b>	<b>16 779 159</b>	<b>995 526</b>	<b>177 616</b>	<b>(4 807 929)</b>	<b>41 822 805</b>

ACTIF	30.06.2017	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		344 462	-	-	12 493 907	287 099	-	(331 055)	12 794 413
Instruments dérivés de couverture		64 400	3 233	-	-	-	-	(36 585)	31 048
Actifs financiers disponibles à la vente		4 030 342	1 221 113	6 244	3 296 845	95 488	32 122	(1 811 270)	6 870 884
Prêts et créances sur établissements de crédit		4 967 089	505 806	102 515	495 551	59 537	6 195	(2 205 134)	3 931 559
Prêts et créances sur la clientèle		9 765 938	4 552 202	2 172 143	63 316	169 242	-	(589 487)	16 133 354
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		16 356	11 269	1 743	-	-	-	-	29 368
Actifs détenus jusqu'à l'échéance		290 867	14 624	-	-	-	-	-	305 491
Comptes de régularisation et actifs divers		345 496	48 968	24 989	87 347	274 244	2 344	(80 441)	702 947
Participations dans les entreprises MEE		-	-	-	17 625	25 840	118 836	-	162 301
Immobilisations corporelles et incorporelles		157 774	64 161	1 636	1 236	27 446	18 462	(2 478)	268 237
Ecart d'acquisition		-	2 343	-	5 640	174 793	724	19 415	202 915
<b>TOTAL</b>		<b>19 982 724</b>	<b>6 423 719</b>	<b>2 309 270</b>	<b>16 461 467</b>	<b>1 113 689</b>	<b>178 683</b>	<b>(5 037 035)</b>	<b>41 432 517</b>

PASSIF	31.12.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		277 117	-	-	-	148 124	-	(190 416)	234 825
Instruments dérivés de couverture		119 427	52 859	3 233	-	-	-	(49 031)	126 488
Dettes envers les établissements de crédit		1 582 429	174 649	1 619 319	361 844	138 369	20 175	(2 373 163)	1 523 622
Dettes envers la clientèle		10 592 764	5 328 927	422 527	95 004	-	-	(61 365)	16 377 857
Dettes représentées par un titre		3 627 421	15 988	1 562	-	165 618	-	(199 459)	3 611 130
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		-	2 542	-	-	-	-	-	2 542
Comptes de régularisation et passifs divers		507 231	132 080	91 625	2 218 811	246 225	1 057	(41 138)	3 155 891
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	12 742 171	-	-	(9 878)	12 732 293
Provisions		79 745	73 522	4 601	6 780	2 029	111	-	166 788
Dettes subordonnées		818 680	43 051	-	353 018	-	-	(246 846)	967 903
Intérêts minoritaires		173	(1 685)	30	58 371	20 929	-	55	77 873
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		2 221 430	541 003	189 896	873 707	250 029	143 635	(1 578 650)	2 641 050
Résultat de l'exercice (part du groupe)		109 469	33 036	13 782	69 453	24 203	12 638	(58 038)	204 543
<b>TOTAL</b>		<b>19 935 886</b>	<b>6 395 972</b>	<b>2 346 575</b>	<b>16 779 159</b>	<b>995 526</b>	<b>177 616</b>	<b>(4 807 929)</b>	<b>41 822 805</b>

PASSIF	30.06.2017	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		289 055	-	-	1	155 058	-	(201 277)	242 837
Instruments dérivés de couverture		91 250	40 473	2 157	-	-	-	(36 585)	97 295
Dettes envers les établissements de crédit		1 779 426	235 492	1 586 338	359 611	235 648	20 087	(2 472 910)	1 743 692
Dettes envers la clientèle		10 827 472	5 297 746	419 436	84 024	-	-	(89 241)	16 539 437
Dettes représentées par un titre		3 190 298	10 702	1 570	-	165 590	-	(253 580)	3 114 580
Ecart de rééval des PTF couverts en taux		-	2 432	-	-	-	-	-	2 432
Comptes de régularisation et passifs divers		495 682	151 603	95 922	1 812 882	275 570	1 127	(75 841)	2 756 945
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-	-	12 815 280	-	-	(13 470)	12 801 810
Provisions		76 629	60 697	4 671	3 788	1 216	111	-	147 112
Dettes subordonnées		820 168	39 642	-	353 018	-	-	(249 635)	963 193
Intérêts minoritaires		318	(1 663)	30	53 029	19 299	-	50	71 063
Capitaux propres hors résultat (part du groupe)		2 334 380	576 157	190 364	941 735	246 584	151 753	(1 576 962)	2 864 011
Résultat de l'exercice (part du groupe)		78 046	10 438	8 782	38 099	14 724	5 605	(67 584)	88 110
<b>TOTAL</b>		<b>19 982 724</b>	<b>6 423 719</b>	<b>2 309 270</b>	<b>16 461 467</b>	<b>1 113 689</b>	<b>178 683</b>	<b>(5 037 035)</b>	<b>41 432 517</b>

COMPTE DE RESULTAT	30.06.2016	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>249 364</b>	<b>144 302</b>	<b>27 484</b>	<b>70 661</b>	<b>78 585</b>	<b>3 454</b>	<b>(58 487)</b>	<b>515 363</b>	
Frais généraux	(172 177)	(132 321)	(15 726)	(35 006)	(65 408)	(860)	1 611	(419 887)	
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>77 187</b>	<b>11 981</b>	<b>11 758</b>	<b>35 655</b>	<b>13 177</b>	<b>2 594</b>	<b>(56 876)</b>	<b>95 476</b>	
Coût du risque	(6 138)	1 150	(686)	-	-	(7)	(30)	(5 711)	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>71 049</b>	<b>13 131</b>	<b>11 072</b>	<b>35 655</b>	<b>13 177</b>	<b>2 587</b>	<b>(56 906)</b>	<b>89 765</b>	
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	-	1 081	4 980	-	6 061	
Gains ou pertes sur autres actifs	(52)	(42)	22	-	36	-	-	(36)	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>70 997</b>	<b>13 089</b>	<b>11 094</b>	<b>35 655</b>	<b>14 294</b>	<b>7 567</b>	<b>(56 906)</b>	<b>95 790</b>	
Impôts sur les bénéfices	(8 684)	(4 685)	(3 980)	(11 785)	(5 937)	(413)	(75)	(35 559)	
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>62 313</b>	<b>8 404</b>	<b>7 114</b>	<b>23 870</b>	<b>8 357</b>	<b>7 154</b>	<b>(56 981)</b>	<b>60 231</b>	
Intérêts minoritaires	(123)	(20)	-	2 842	1 305	-	(5)	3 999	
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>	<b>62 436</b>	<b>8 424</b>	<b>7 114</b>	<b>21 028</b>	<b>7 052</b>	<b>7 154</b>	<b>(56 976)</b>	<b>56 232</b>	

COMPTE DE RESULTAT	30.06.2017	Pôle Bancassurance France	Pôle Bancassurance Belgique	Pôle Entreprises	Pôle Assurances	Pôle Gestion pour Compte de Tiers	Pôle Services et Activités Diverses	Opérations spécifiques et éliminations	Total
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>275 102</b>	<b>146 077</b>	<b>28 080</b>	<b>99 272</b>	<b>113 888</b>	<b>1 793</b>	<b>(70 883)</b>	<b>593 329</b>	
Frais généraux	(171 974)	(136 266)	(15 480)	(32 325)	(82 149)	(695)	1 757	(437 132)	
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>103 128</b>	<b>9 811</b>	<b>12 600</b>	<b>66 947</b>	<b>31 739</b>	<b>1 098</b>	<b>(69 126)</b>	<b>156 197</b>	
Coût du risque	(3 485)	1 741	615	-	(39)	(2)	359	(811)	
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>99 643</b>	<b>11 552</b>	<b>13 215</b>	<b>66 947</b>	<b>31 700</b>	<b>1 096</b>	<b>(68 767)</b>	<b>155 386</b>	
Quote-part de résultat des entreprises MEE	-	-	-	158	(413)	4 770	-	4 515	
Gains ou pertes sur autres actifs	103	605	8	-	3	-	-	719	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>99 746</b>	<b>12 157</b>	<b>13 223</b>	<b>67 105</b>	<b>31 290</b>	<b>5 866</b>	<b>(68 767)</b>	<b>160 620</b>	
Impôts sur les bénéfices	(21 555)	(1 697)	(4 440)	(23 782)	(11 318)	(261)	1 177	(61 876)	
Gains & pertes nets d'impôts / act aband	-	-	-	-	-	-	-	-	
<b>RESULTAT NET TOTAL</b>	<b>78 191</b>	<b>10 460</b>	<b>8 783</b>	<b>43 323</b>	<b>19 972</b>	<b>5 605</b>	<b>(67 590)</b>	<b>98 744</b>	
Intérêts minoritaires	145	22	1	5 224	5 248	-	(6)	10 634	
<b>RESULTAT NET (part du groupe)</b>	<b>78 046</b>	<b>10 438</b>	<b>8 782</b>	<b>38 099</b>	<b>14 724</b>	<b>5 605</b>	<b>(67 584)</b>	<b>88 110</b>	

## Ⓢ Information sectorielle par zones géographiques. Deuxième niveau

Au CMNE, cette analyse se recoupe avec l'information par activité. En effet, le Groupe exerce sur deux zones géographiques principales qui sont la France et la Belgique. Les informations concernant cette deuxième zone sont isolées dans le pôle d'activité Bancassurance Belgique.

## VI AUTRES INFORMATIONS

### Ⓢ Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et non encore appliquées sont les suivantes :

- ❖ IFRS 9 : Instruments financiers.

La norme IFRS 9 publiée par l'IASB est appelée à remplacer la norme IAS 39 "Instruments financiers : comptabilisation et évaluation". Elle définit de nouvelles règles en matière de :

- classement et évaluation des instruments financiers (Phase 1),
- dépréciation du risque de crédit des actifs financiers (Phase 2),
- et comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture (Phase 3).

La norme IFRS 9 entre en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018. Le classement et l'évaluation ainsi que le nouveau modèle de dépréciation d'IFRS 9 sont applicables rétrospectivement en ajustant le bilan d'ouverture en date de première application, sans obligation de retraiter les exercices présentés en comparatif. Ainsi, le groupe présentera ses comptes 2018 sans comparatif 2017 au format IFRS 9, l'explication du passage des portefeuilles entre les deux référentiels et les impacts sur les capitaux propres sera intégrée dans les annexes.

Le Groupe Crédit Mutuel a lancé le chantier en mode projet au deuxième trimestre 2015 ; il regroupe les différents acteurs (finance, risques, informatique,...) et est structuré autour du comité de pilotage "consolidation nationale" coordonné par la Direction Gestion Finances de la Confédération. Le projet est articulé en groupes de travail, selon les phases et les instruments (Crédits, Titres et dérivés) ; les travaux relatifs aux modèles de dépréciation étant sous la responsabilité de la Direction des risques CNCM. Les développements et adaptations informatiques nécessaires ont démarré en 2016 et se poursuivent en 2017.

Suite au vote de l'ARC intervenu le 29 juin, il est très probable que l'amendement IFRS 4 soit étendu aux bancassureurs. Les pôles d'assurance du Groupe respectant les critères énoncés par le texte, et afin d'éviter toute distorsion de concurrence avec les assureurs traditionnels, le Groupe reporterait à 2021 l'application d'IFRS 9 pour ces entités. Elles restent néanmoins totalement impliquées dans le chantier.

Les informations par phase sont présentées ci-après.

✓ Phase 1 - Classement et évaluation

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendront du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments, ce qui pourrait conduire à un classement et une évaluation de certains actifs financiers différents d'IAS 39.

Les prêts, créances, ou titres de dettes acquis seront classés :

- au coût amorti, si le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'une rémunération d'intérêts sur le principal (analyse réalisée via le test SPPI),
- en juste valeur par capitaux propres, si le modèle de gestion est de détenir l'instrument afin de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs en fonction des opportunités et si les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres seront constatés en compte de résultat, comme actuellement sous IAS 39 en cas de classement en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (DALV),
- en juste valeur par résultat, s'ils ne sont pas éligibles aux deux catégories précédentes ou si le Groupe choisit de les classer comme tel, sur option, à des fins de réduction d'incohérence comptable.

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) seront classés :

- en juste valeur par résultat, ou
- sur option, en juste valeur par capitaux propres. En cas de cession de ces instruments, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ne seront pas recyclés en résultat, contrairement à la pratique actuelle en cas de comptabilisation en portefeuille d'actifs disponibles à la vente (DALV). Seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

A noter que :

- les dérivés incorporés à des actifs financiers ne pourront plus être comptabilisés séparément du contrat hôte,
- les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs financiers sont reprises dans la norme IFRS 9 sans modification,
- tout comme celles relatives aux passifs financiers, exceptée la comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option. En effet, elles seront à constater en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres et non plus en résultat. Le Groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont visé à :

- actualiser la cartographie des instruments, tant sur les taux que sur les différentes clauses contractuelles,
- finaliser les tests SPPI,
- poursuivre le chantier de documentation des différents instruments, aux niveaux national et régional, tant sur les caractéristiques des instruments que sur les modèles de gestion.

A ce stade, seront principalement reclassées en juste valeur par résultat, les parts d'OPCVM et d'OPCI et certaines obligations convertibles ou structurées ; l'impact des reclassements est modéré. Les travaux sont en cours de finalisation sur certains crédits et tranches de titrisation.

Le Crédit Mutuel n'a pas souhaité émettre de principes "Groupe" quant :

- à l'usage de l'option à la juste valeur par capitaux propres pour les instruments de capitaux propres,
- au classement en coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, des instruments de dettes inclus dans le portefeuille de liquidité ; chaque groupe classera ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion.

✓ Phase 2 – Dépréciation

Pour sa partie relative à la dépréciation du risque de crédit, IFRS 9 répond aux critiques soulevées par le modèle de pertes de crédit avérées de la norme IAS 39, d'une comptabilisation trop tardive et trop faible des pertes de crédit.

Elle permet de passer d'un provisionnement de pertes de crédit avérées à un provisionnement de pertes de crédit attendues. Les dépréciations seront constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Cette approche du risque de crédit plus prospective est déjà prise en compte, pour partie, lorsque des provisions collectives sont actuellement constatées sur des portefeuilles homogènes d'actifs financiers en application de la norme IAS 39.

Ainsi, le nouveau modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'appliquera à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, qui seront répartis en 3 catégories :

Statut 1 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'a été constatée depuis la comptabilisation initiale,

Statut 2 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défaut sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit a été constatée depuis la comptabilisation initiale,

Statut 3 : catégorie regroupant les actifs financiers dépréciés pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours actuellement dépréciés individuellement sous IAS 39.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le Groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, l'évaluation de la variation du risque étant réalisée contrat par contrat.

Les travaux opérationnels, menés dans le Groupe depuis le début de l'exercice 2017, ont principalement visé à :

- affiner la frontière entre les statuts 1 et 2 :
  - le groupe s'appuiera sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et sur l'évaluation du risque de défaut à 12 mois (représenté par une cotation ou un taux de défaut), comme la norme l'y autorise.
  - il associera à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés / retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés,...
  - des méthodes moins complexes seront utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudentiellement en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation
- définir le mode de calcul des probabilités de défaut, la méthodologie de prise en compte, dans les paramètres, des informations de nature prospective.

A ce stade, le Groupe estime que le niveau de dépréciation, sous IFRS 9, des statuts 1 et 2 sera sensiblement plus élevé que les provisions collectives actuellement constituées sous IAS 39. L'ensemble du processus étant en cours de finalisation, il ne souhaite pas communiquer d'impact chiffré au 30 juin 2017.

#### ✓ Phase 3 – Comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a choisi de conserver les dispositions actuelles. Des informations complémentaires en annexe seront, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisée.

A noter qu'en outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continueront de s'appliquer.

#### ❖ **IFRS 15** : Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients.

Cette norme remplacera plusieurs normes et interprétations relatives à la comptabilisation des revenus (notamment les normes IAS 18 "Produits des activités ordinaires" et IAS 11 "Contrats de construction") mais elle n'affecte pas les revenus résultant des contrats de location, des contrats d'assurance ou des instruments financiers.

La comptabilisation des produits résultant de contrats doit traduire le transfert du contrôle du bien (ou service) à un client, pour le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit. A cette fin, la norme développe un modèle en cinq étapes, permettant de déterminer quand et pour quel montant les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés :

- identification du contrat conclu avec le client,
- identification des obligations de performance incluses dans le contrat,
- détermination du prix de transaction du contrat,
- allocation du prix de transaction aux différentes obligations de performance,

- reconnaissance du revenu lorsqu'une obligation de performance est remplie.

Cette norme entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

L'analyse de la norme et une première identification de ses effets potentiels ont été réalisés dès 2016. Ces travaux s'effectuent au sein d'un groupe de travail confédéral dédié, auquel participent les différents groupes CM et certaines filiales, le cas échéant.

Les principaux métiers / produits ayant fait l'objet d'analyses sont les offres bancaires packagées, la gestion d'actifs (commissions de surperformance) et les activités informatiques.

A ce stade, les impacts attendus devraient être limités.

## ⊗ **Les normes et interprétations non encore adoptées par l'Union Européenne :**

### ❖ **IFRS 16 : Contrats de location.**

Elle remplacera la norme IAS 17 et les interprétations relatives à la comptabilisation des contrats de location.

Selon IFRS 16, la définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Du point de vue du bailleur, l'impact attendu devrait être limité, les dispositions retenues restant substantiellement inchangées par rapport à l'actuelle norme IAS 17.

Côté preneur, pour tout contrat de location simple, doivent être comptabilisés :

- dans les immobilisations : un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué,
- au passif, une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers à effectuer pendant la durée de la location,
- dans le compte de résultat, la charge liée à l'amortissement linéaire de l'actif, séparément de la charge d'intérêts calculée actuariellement, sur la dette financière.

Pour rappel, selon la norme IAS 17 actuellement en vigueur, aucun montant n'est enregistré au bilan et le coût des contrats de location figurent dans les charges d'exploitation.

Le groupe poursuit les travaux d'analyse de cette norme, notamment concernant les différentes options possibles (première application, séparation des composants, taux d'actualisation...) ainsi que le recensement de ses contrats de location. Les impacts devraient se concentrer principalement sur les biens immobiliers, les autres secteurs étant plus marginaux (informatique, flotte automobile..).

### ❖ **IFRS 17 : Contrats d'assurance.**

La norme IFRS 17 remplacera, à partir de 2021, IFRS 4, qui permet aux compagnies d'assurance de conserver leurs principes comptables locaux pour leurs passifs, ce qui nuit à la comparabilité des états financiers des entités du secteur.

IFRS 17 vise à harmoniser la comptabilisation des différents types de contrats d'assurance, et à fonder leur valorisation sur une évaluation prospective des engagements des assureurs. Cela nécessite un recours accru à des modèles complexes et à des concepts proches de Solvabilité 2. La communication financière devra être aussi largement adaptée.

## ⊗ **Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti**

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables à la date d'arrêté. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend un coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs, les comptes des autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et des contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

Certaines entités du groupe peuvent également appliquer des hypothèses : la valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

Nous attirons l'attention sur le fait que, hormis les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti ne sont pas cessibles ou ne font pas dans la pratique l'objet de cession avant leur échéance. De ce fait, les plus-values ou les moins-values ne seront pas constatées.

Si toutefois, les instruments financiers comptabilisés au coût amorti devaient faire l'objet d'une cession, le prix de cette cession pourrait différer significativement de la juste valeur calculée à la date d'arrêté.



	30.06.2017					
	valeur de marché	valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
<b>Actifs</b>	20 517 856	19 654 473	863 383	45 559	5 524 044	14 948 253
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 097 952	3 215 628	-117 676	0	3 093 677	4 275
- Prêts et avances - EC	3 097 952	3 215 628	-117 676	0	3 093 677	4 275
Prêts et créances à la clientèle	17 113 152	16 133 354	979 798	0	2 169 174	14 943 978
- Prêts et avances - Clientèle	17 113 152	16 133 354	979 798	0	2 169 174	14 943 978
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	306 752	305 491	1 261	45 559	261 193	0
<b>Passifs</b>	22 197 199	22 360 902	163 703	929 106	9 431 221	11 836 872
Dettes envers les établissements de crédit	1 711 160	1 743 692	32 532	0	1 731 611	-20 451
Dettes envers la clientèle	16 293 079	16 539 437	246 358	0	4 435 756	11 857 323
Dettes représentées par un titre	3 263 854	3 114 580	-149 274	0	3 263 854	0
Dettes subordonnées	929 106	963 193	34 087	929 106	0	0

	31.12.2016					
	valeur de marché	valeur au bilan	Plus ou moins values latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
<b>Actifs</b>	25 094 498	19 599 143	5 495 355	61 541	5 438 389	19 594 568
Prêts et créances sur établissements de crédit	3 111 504	3 219 890	-108 386	0	3 111 504	0
- Titres de dettes - EC	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances à la clientèle	21 774 385	16 170 871	5 603 514	0	2 179 817	19 594 568
- Prêts et avances - Clientèle	21 774 385	16 170 871	5 603 514	0	2 179 817	19 594 568
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	208 609	208 382	227	61 541	147 068	0
<b>Passifs</b>	22 390 873	22 480 512	89 639	967 922	9 381 622	12 041 329
Dettes envers les établissements de crédit	1 497 364	1 523 622	26 258	0	1 492 369	4 995
Dettes envers la clientèle	16 195 046	16 377 857	182 811	0	4 158 712	12 036 334
Dettes représentées par un titre	3 730 541	3 611 130	-119 411	0	3 730 541	0
Dettes subordonnées	967 922	967 903	-19	967 922	0	0

## Parties liées

	30.06.2017		31.12.2016	
	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence	Entités consolidées par integration globale	Entités consolidées par mise en equivalence
<b>Actifs</b>				
Prêts et créances sur établissements de crédit	812 534	0	848 758	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	14 884	0	42 001	0
Prêts et créances à la clientèle	4 038	0	8 799	0
Actifs à la juste valeur par résultat	17 067	0	21 064	0
Actifs disponibles à la vente	440 871	0	468 139	0
Actifs divers	29 399	0	26 219	0
<b>Passifs</b>				
Dettes envers les établissements de crédit	514 030	0	506 853	0
<i>dont comptes ordinaires</i>	8 749	0	7 724	0
Passifs à la juste valeur par résultat	25 069	0	23 913	0
Dettes envers la clientèle	0	0	0	0
Dettes représentées par un titre	108 373	0	108 378	0
Dettes subordonnées	3 275	0	3 275	0
	30.06.2017		30.06.2016	
Intérêts reçus	2 327	0	5 588	0
Intérêts versés	-2 501	0	-5 803	0
Commissions reçues	0	0	0	0
Commissions versées	0	-461	0	-828
Gains ou pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	-1 860	1 125	8 046	1 125
Autres produits et charges	2 181	-626	0	-575
PNB	147	38	7 831	-278
Frais généraux	141	-22 703	190	-17 145
	30.06.2017		31.12.2016	
Engagements de financement donnés	25 723	0	25 723	0
Engagements de garantie donnés	7 912	0	8 545	0
Engagements de garanties reçus	0	0	0	0

La colonne "intégration globale" reprend les opérations déclarées par les entités consolidées selon cette méthode avec le reste du Groupe Crédit Mutuel (hors CMNE). La colonne "mise en équivalence" recense les opérations internes au CMNE, non éliminées du fait de la méthode de consolidation de ces entités.

#### **🕒 Événements postérieurs à la clôture**

Une Offre Publique d'Achat simplifiée est en cours sur les titres CIC, la Caisse Fédérale du CMNE a décidé d'apporter ses titres à cette OPA ; dans ce contexte, la valeur des titres au bilan a été ajustée sur le cours proposé pour l'opération.

Il n'est survenu aucun autre évènement significatif entre le 30 juin 2017 et la date de communication des comptes consolidés. Ces derniers ont été présentés au Conseil d'Administration du 28 juillet 2017.